

Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement
Languedoc-Roussillon

Service
Risques Naturels
et Technologiques

Direction
Départementale
des Territoires
et de la Mer
Hérault

Service
Eau et Risques

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Site des Entrepôts Consorts Minguez (ECM)

**Communes de
BEZIERS et VILLENEUVE-LES-BEZIERS**

1 - NOTE DE PRÉSENTATION

ANNEXE 6

Bilan de la concertation

Approuvé par arrêté préfectoral n° 2013-I-483 du 6 mars 2013

Procédure	Prescription	Enquête Publique	Approbation
Élaboration	21 juin 2011	Du 5/11/2012 au 7/12/2012	06/03/2013

Annexe 6 – Bilan de la concertation

Conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2011-I-1401 du 14 juin 2011 prescrivant le PPRT des établissements Consorts Minguez à Béziers et Villeneuve-lès-Béziers, les documents relatifs à l'élaboration du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public, au fur et à mesure de son élaboration, en mairies de Béziers et de Villeneuve-lès-Béziers ainsi que sur le site internet de DREAL Languedoc Roussillon à l'adresse suivante : <http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/pprt-capiscot-a780.html>.

Dans le cadre de la concertation, 4 réunions du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) ont été organisées, les :

- 24 mars 2010 (présentation de la démarche PPRT) ;
- 14 juin 2010 ;
- 14 avril 2011 ;
- 20 juin 2012.

2 réunions des Personnes et Organismes Associés ont été organisées les 6 juin 2011 et 9 février 2012.

Pour chacune de ces réunions, les présentations faites ainsi que les compte-rendu ont été mis en ligne, au fur et à mesure de leur déroulement, sur le site internet de la DREAL.

Le projet de PPRT a été mis à la disposition du public en mairies de Béziers et Villeneuve-lès-Béziers ainsi qu'au sein des locaux de la CABM, du 4 juin 2012 au 5 juillet 2012 inclus.

Les documents qui ont été mis à la disposition du public en mairie et sur le site internet de la DREAL sont les suivants :

- Projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques composé d'une note explicative, d'une note de présentation, du plan de zonage réglementaire, du règlement et d'un cahier des recommandations.

Pour recueillir les remarques du public :

- des registres ont été mis en place à la mairie de Béziers, à la mairie de Villeneuve-lès-Béziers et dans les locaux de la CABM ;
- deux boîtes aux lettres électroniques (prnt.ser.ddtm-34@equipement-agriculture.gouv.fr et rt.srnt.dreal-langrour@developpement-durable.gouv.fr) ont été mises à disposition.

A la date du 19 juillet 2012, aucune observation n'a été portée sur les registres mis en place à la mairie de Villeneuve-lès-Béziers et dans les locaux de la CABM ou recueillie sur les adresses électroniques des unités en charge de l'élaboration du PPRT.

Le registre présent en Mairie de Béziers a été renseigné par 1 personne : M. CLAVIJO pour le comité biterrois du MLNE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement). Les remarques formulées peuvent être reprises sous les items suivants :

- Préjudice et contraintes subies par les entreprises riveraines.

Le PPRT impose des contraintes telles que les travaux de protection et restreint les augmentations d'activités futures. Il considère que le projet de PPRT est déséquilibré car il protège les intérêts d'une seule entreprise, les Entrepôts Consorts Minguez, contre une vingtaine d'autres dont certaines reçoivent du public. Parmi celles-ci un bon nombre sera limité dans ses aspirations tournées vers l'avenir et dans la création d'emplois.

Le PPRT doit permettre de définir, en fonction du niveau de risque, des secteurs dans lesquels des mesures d'urbanisme doivent être prises afin de protéger les vies humaines en cas d'accident. Ces mesures peuvent consister en l'expropriation, le délaissement ou encore l'imposition de

mesures constructives sur le bâti. Les mesures prises dans le cadre du PPRT ont pour objet de limiter l'apport d'enjeux nouveaux dans un secteur à risques.

- Qualité de l'étude de dangers

M. CLAVIJO doute de la qualité de l'étude de dangers compte tenu du fait que le bureau d'étude est rétribué par l'exploitant et qu'en conséquence son jugement pourrait ne pas être indépendant. *L'étude de dangers a été réalisée conformément à la réglementation en vigueur et a été jugée comme recevable. Pour se prononcer sur cette dernière, l'inspection des installations classées s'appuie sur la méthodologie d'élaboration des études de dangers définie par le ministère (dont la circulaire du 10 mai 2010 en premier lieu) mais également sur une spécialisation par activité industrielle basée sur une collaboration entre inspecteurs organisée au niveau national.*

- Expropriation et déplacement de la société Entrepôts Consorts Minguez

M. CLAVIJO recommande que l'entreprise menaçante, plutôt que les entreprises menacées, déménage. Le financement étant public, ce dernier propose que les fonds soient consacrés à la suppression d'un risque industriel, plutôt qu'ils n'entravent le développement potentiel des vingt autres entreprises.

L'article L. 515-16 vise les mesures d'expropriation que peut prendre le Préfet. Cette solution est prévue en cas d'aléas forts +, ce qui n'est pas le cas ici.

Une réunion publique d'information a été organisée le 18 juin 2012 à 18h30 à la résidence Pelletier, rue Evariste Gallois, Parc du Capiscol à Béziers, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2011-I-1401 du 24 juin 2011 prescrivant le PPRT.

Les problématiques abordées dans les registres et synthétisées ci dessus et différentes questions ont été mises au débat au cours de la réunion publique. Des réponses circonstanciées ont été apportées sur l'ensemble de ces points par les services de l'État lors de la réunion, dont le compte-rendu exhaustif est disponible sur le site internet de la DREAL, en Mairies de Béziers et Villeneuve-lès-Béziers et joint au présent bilan.

Lors de la réunion du 20 juin 2012, le CLIC a donné son avis favorable sur le projet de PPRT, conformément aux dispositions de l'article D125-31 du Code de l'Environnement.

Le bilan de la concertation définitif est transmis aux Personnes et Organismes Associés, ainsi que le prévoit l'arrêté de prescription du PPRT.

Il sera mis à la disposition du public en mairies de Béziers et Villeneuve-lès-Béziers et sur le site internet de la DREAL Languedoc-Roussillon.

CI-après, compte-rendus de la réunion publique du 18 juin 2012 et des réunions CLIC (24 mars 2010, 14 juin 2010, 14 avril 2011 et 20 juin 2012).

COMPTE RENDU DE REUNION PUBLIQUE
Élaboration du PPRT des Établissements Consorts Minguez
du 18 juin 2012

Date de la réunion : 18 juin 2012

Lieux de réunion : Résidence Pelletier, 12 rue Évariste Galois, Parc du Capiscol - Béziers

Diffusion : membres du CLIC et POA, et mise en ligne sur le site internet de la DREAL

Objet : réunion publique organisée dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) des Etablissements Consorts Minguez.

Présents:

M. CASTEL M. VIALLE	DREAL Languedoc-Roussillon Unité Risques Technologiques Accidentels
Mme BAILLARGUET M. RASSON M. CARBONNEAUX	DDTM de l'Hérault Service Eau et Risques
Mme. GUTKNECHT Mme BLANC	Commune de Béziers
Mme DUCHIRON	Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée
M. MINGUEZ	Société Établissements Consorts Minguez
Public : 14 personnes	

Dans le cadre de la procédure d'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologique autour de l'établissement Établissements Consorts Minguez une réunion publique s'est tenue le 18 juin 2012 Résidence Pelletier, 12 rue Évariste Galois, Parc du Capiscol - Béziers.

Cette réunion avait pour objet d'informer la population concernée par la mise en œuvre du PPRT (contexte, objectifs, démarche d'élaboration, contenu des documents) et de recueillir les avis et commentaires.

La réunion est ouverte à 18 heures 40

M. VIALLE introduit la réunion en rappelant le contexte du PPRT et en présentant les représentants des services de la DDTM 34 et de la DREAL Languedoc-Roussillon.

Le film PPRT réalisé par l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS) est diffusé à l'assistance.

M. VIALLE présente le contexte, les objectifs et la démarche PPRT, l'aléa technologique ainsi que la démarche et l'historique de la concertation.

M. CARBONNEAUX présente les enjeux du PPRT, les projets de documents issus de la phase stratégie ainsi que le planning prévisionnel jusqu'à l'approbation du PPRT.

Les débats ont eu lieu tout au long de la présentation sur les sujets suivants.

- Diminution de 200m à 100m des zones concernées par les effets potentiels des Etablissements Consorts Minguez.
- Les Plan Locaux d'urbanisme des communes de Béziers et de Villeneuve-Lès-Béziers intègrent le risque technologique par la délimitation d'une zone d'interdiction de toute habitation et autorisation sous conditions de construction et d'extension des constructions existantes de 200m autour de l'établissement ECM (Zones Z1 et Z2).

Dans le présent PPRT, au titre des critères nationaux de la circulaire du 10 mai 2010 dans son chapitre 1.2.6 relatif au traitement spécifique des incendies dans les stockages de produits agropharmaceutiques, compte tenu de l'absence d'effets au-delà des 100 mètres autour de l'établissement issue des modélisations de dispersion et validée par le retour d'expérience, la distance d'effets retenue est de 100 mètres autour des établissements Consorts Minguez. Le projet de zonage réglementaire du PPRT prend en compte cette distance de 100 mètres.
- Prise en compte des personnels des entreprises avoisinantes.
- La cartographie des enjeux a bien pris en compte la présence des salariés dans les entreprises situées dans le périmètre d'étude du PPRT sans distinction de l'antériorité ou non d'implantation de ces entreprises vis à vis de l'établissement à l'origine du PPRT. Ces derniers doivent être comptabilisés dans les personnes à protéger dans le cadre de la mise en place de pièce de confinement et de locaux de protection contre les effets thermiques. En outre, l'information préventive doit leur être fournie.
- Détermination des seuils d'effets.
- Tous les phénomènes dangereux représentatifs des risques susceptibles de survenir chez ECM à Villeneuve-Lès-Béziers ont été caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Les seuils d'effets sont issus d'un groupe de travail piloté par le Ministère chargé de l'écologie et l'INERIS composé d'experts toxicologues. La méthodologie de fixation des seuils ainsi que les rapports techniques relatifs aux substances examinées sont disponibles sur le site <http://www.developpement-durable.gouv.fr/> et sur celui de l'INERIS. Au delà des distances correspondant à ces seuils, les effets peuvent être perçus mais sont considérés comme réversibles.
- Problème d'information concernant la réunion publique et la période de concertation (MM. CLAVIJO et GALTIER)
- Un avis relatif à la période de concertation et de la tenue de la réunion publique est affiché dans les locaux des mairies de Béziers et de Villeneuve-Lès-Béziers ainsi qu'à la Communauté d'agglomération de Béziers Méditerranée (CABEM). De plus, un courrier d'information a été transmis à l'ensemble des entreprises présentes dans le périmètre d'étude du PPRT. Enfin, l'ensemble des informations concernant le PPRT est en ligne sur le site de la DREAL. Lors de la période d'enquête publique, des avis seront publiés dans deux journaux en complément. L'enquête publique se déroulera suivant les modalités définies par le décret 2011-2018 du 29 décembre 2011. Les mesures de publicité de l'enquête publique sont fixées par l'article R123-11 I du code de l'environnement : "*Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets, plans ou programmes d'importance nationale, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.*"
- M. CLAVIJO doute de la qualité de l'étude de dangers compte tenu du fait que le bureau d'étude est rétribué par l'exploitant et qu'en conséquence son jugement pourrait ne pas être indépendant.
- L'étude de dangers a été réalisée conformément à la réglementation en vigueur et a été jugée comme recevable. Pour se prononcer sur cette dernière, l'inspection des installations classées s'appuie sur la méthodologie d'élaboration des études de dangers définie par le ministère (dont la circulaire du 10 mai 2010 en premier lieu) mais également sur une spécialisation par activité industrielle basée sur une collaboration entre inspecteurs organisée au niveau national.
- M. GALTIER évoque l'incendie de SBM (ICPE classée SEVESO Haut) en 2005.

- Révision du PPRT et projet de développement de l'entreprise origine du risque
- Si les éléments qui rendent nécessaires la mise en place du PPRT disparaissent, le PPRT n'a plus lieu d'être. Il est rappelé que la loi impose que le PPRT soit réalisé sur les installations existantes à sa promulgation, c'est à dire le 31 juillet 2003. L'aléa du PPRT est basé sur les installations existantes, Pour tout projet, une analyse sera faite pour déterminer les conséquences de ce projet sur le PPRT. Ainsi, si le projet apporte des potentiels dangereux supplémentaires et si les zones d'effets générés par les nouveaux équipements ne sont pas compris dans le périmètre d'exposition aux risques, l'exploitant devra tout d'abord engager une démarche de réduction du risque. Si il reste des nouvelles zones d'effets, une procédure de demande d'autorisation d'exploiter soumise à la procédure d'enquête publique avec demande d'institution de servitudes d'utilité publique sera réalisée.
- Principe du pollueur/payeur et prise en compte de l'antériorité.
- Les mesures rendues obligatoires par le PPRT ne s'imposent que dans la limite de 10% de la valeur vénale du bien considéré à la date d'approbation du plan. Les travaux qui seraient nécessaires en sus pour assurer la protection seront recommandés. Les travaux de protection réalisés sur les habitations principales peuvent faire l'objet d'une aide financière de l'État sous la forme d'un crédit d'impôt à hauteur de 30% (modalités définies dans l'article 200 quater A du code général des impôts) du montant des travaux dans le cadre d'habitations.
- Conditions de mise en œuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité par les sociétés et leur financement
- Les mesures et moyens de protection sont présentées. Les mesures rendues obligatoires par le PPRT ne s'imposent que dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien considéré à la date d'approbation du plan. Les travaux qui seraient nécessaires en sus pour assurer la protection seront recommandés. A la différence du mécanisme institué pour les habitations principales, aucune aide financière de l'État n'est prévue pour les entreprises.

La réunion est clôturée en rappelant que la période de concertation est en cours et que les registres sont présents dans les mairies et à la CABEM.

La réunion est levée à 21h00

Rédigé par Stéphane CARBONNEAUX et Philippe VIALLE

Réunion du CLIC Capiscol

Séance du 24 mars 2010

La réunion est ouverte à 9 heures 30.

Il est procédé à un tour de table.

I. Composition du CLIC

M. CHOPIN (Sous-préfet) explique que certains noms de représentant manquent encore à la liste des membres du CLIC. Il souhaite que ces derniers soient communiqués rapidement pour que les membres du CLIC puissent siéger officiellement.

M. DU PLAA (Conseil Général de l'Hérault) ajoute que l'objectif est de faire en sorte que le CLIC – constitué de membres désignés nommément – soit opérationnel en juin.

M. VIALLE (DREAL Languedoc-Roussillon) rappelle que la composition du CLIC a fait l'objet d'une consultation. Il précise qu'une jurisprudence récente stipule que les membres du CLIC doivent être désignés soit par leur fonction ou nominativement dans le cas où la fonction ne désigne pas une personne. Il constate qu'à ce jour, il n'a pas eu communication des informations suivantes :

- le nom du suppléant du représentant de l'association Arbre ;
- les noms du représentant et du suppléant de l'association AEB ;
- les noms du représentant et du suppléant de l'Agglomération de Béziers-Méditerranée.

Il invite ces organismes à communiquer les noms manquants afin que M. le Préfet puisse signer la nouvelle composition des membres du CLIC. Par ailleurs il s'engage à faire en sorte que la fréquence minimale d'un CLIC par an soit respectée.

M. JOHANNIN (CLCV) prend note de l'engagement de M. VIALLE.

M. VIALLE indique ensuite que la Chambre de Commerce et de l'Industrie et l'association MNLE souhaitent devenir membres du CLIC. Il annonce que ces deux entités seront désignées dans le collège Riverains. Il ajoute que le Président du CLIC consulte le CLIC sur cette décision. Par ailleurs il indique que la société GHM a été retirée du collège Exploitants, car la réglementation précise que ledit collège doit uniquement être composé des exploitants qui sont à l'origine du CLIC – c'est-à-dire les établissements Seveso seuil haut (article D 125-30 du Code de l'Environnement). Ainsi la société GHM pourra se faire représenter par un membre du collège Riverains ou être invité par le président du CLIC.

M. GALTIER (comité de quartier de Montimaran) regrette cette décision.

M. CHOPIN confirme que le CLIC ultérieur aura lieu en juin, sous réserve que la liste des membres du CLIC ait été complétée à temps. Ensuite il réitère la question posée aux membres du CLIC sur le

statut des deux organismes souhaitant intégrer l'instance (invités permanents ou membres à part entière du CLIC). Puis il explique que dans le cadre du CLIC de juin, les membres de l'instance devront se déterminer sur les modes de répartition des votes (article D 125-31 du Code de l'environnement : « Le comité est associé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan, en application de l'article L. 515-22. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés. « Sur décision du président ou à la demande d'une majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis du comité ;» et article D 125-33 : « Un membre peut recevoir deux mandats au plus. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. »), en faisant observer qu'un des deux modes entraînerait une surreprésentation des riverains. Il ajoute qu'en juin également, le CLIC désignera son président. Il rappelle à cet égard que le Président en fonction est le Sous-Préfet de Béziers. Enfin il invite les membres du CLIC à s'exprimer sur l'entrée de la CCI et de l'association MNLE comme membres du collège Riverains. Constatant l'absence d'observation, il annonce que dans l'arrêté soumis à la signature du Préfet, la CCI et l'association MNLE seront proposées comme membres à part entière du collège Riverains.

M. VASSALO s'étonne qu'il soit proposé d'intégrer la CCI dans le collège Riverains.

Mme MOURLHOU (CCI Béziers) précise qu'au titre du Capiscol, la CCI gère deux écoles (CSA et UMGH).

M. VASSALO en conclut que la CCI sera membre du CLIC au titre de ces deux établissements, et non pas de la chambre consulaire. Par ailleurs il rappelle que le décret d'application de 2003 relatif au fonctionnement des CLIC stipule que le mode de fonctionnement de l'instance repose sur le principe de concertation. Après avoir envoyé de nombreux courriers – restés sans réponse – à l'ancien Président du CLIC pour signaler le manque de concertation au sein de l'instance, M. VASSALO a envoyé un courrier recommandé à la Préfecture pour obtenir un début de réponse. Il rappelle qu'à ce jour, il n'a toujours pas eu connaissance des résultats des analyses relatives à l'incendie non explicitée dans une industrie implantée dans le parc d'activité du Capiscol. Il regrette ce manque de communication dans la mesure où les incendies sont des actes de malveillance, et constituent, de ce fait, des sources d'inquiétude pour les riverains. D'une manière générale il constate que l'administration ne semble pas avoir tenu compte des retours d'expérience des incidents de 2005 et 2006. Ainsi il invite le Président du CLIC à mettre en pratique le principe de concertation.

M. CHOPIN s'engage à faire en sorte que le mode de fonctionnement de l'instance s'améliore en matière de concertation.

II. Bilans annuels des sociétés Entrepôts Consorts Minguez, Gazechim et SBM Formulation

1. Entrepôts Consorts Minguez

Rappelant que la présente instance ne s'est pas réunie depuis trois ans, M. MINGUEZ (superviseur des Entrepôts Consorts Minguez) propose de présenter les bilans annuels de 2007, 2008 et 2009. Concernant le bilan 2009, il annonce la décision de réduire la quantité de produits très dangereux

(rubrique 11112 de la nomenclature) sur le site, afin de ne pas dépasser le seuil déclaratif. A cet égard, il précise que 40 kg de produits de ce type sont actuellement en stock.

M. GALTIER fait remarquer que le 29 mars 2007, M. COUDERC (maire de Béziers) est venu visiter l'entreprise. Il rappelle qu'aucun riverain n'a participé à cette visite.

M. MINGUEZ explique qu'à l'occasion de cette visite, un exercice d'extinction automatique a été réalisé. Il précise que ledit exercice a notamment permis de mesurer le débit des générateurs (19 m³ / s de mousse).

M. GALTIER regrette que les riverains n'aient pas été conviés à cette visite.

M. MINGUEZ rappelle que M. CLAVIJO (MNLE) a déjà visité le site.

M. CLAVIJO infirme cette précision.

M. MINGUEZ précise que les fiches de visite permettront de vérifier ses dires. Par ailleurs il prévient qu'il ne laissera jamais aucune association venir visiter son site.

En réponse à une question de M. GALTIER, M. MINGUEZ indique que le site compte 5 salariés.

M. GALTIER rappelle que 80 % des incidents se produisent la nuit ou le week-end. Ainsi il souhaite connaître les mesures qui seront prises par l'Etat pour sécuriser le Parc d'activités du Capiscole.

M. VIALLE explique que la stratégie adoptée par les trois établissements Seveso relevant du CLIC repose sur une détection précoce (avec un seuil d'alarme et un seuil de détection aussi bas que possible), et une action de prévention automatique (mousse ou extinction automatique).

M. GALTIER souhaite connaître les mesures de prévention que l'Etat entend mettre en place pour sécuriser le parc d'activité.

M. MILLIET (Chef de l'Unité Territoriale Hérault) rappelle qu'une patrouille de la BAC a déclenché l'alerte lors de l'incendie de SAVAC.

M. CHOPIN explique qu'il appartient aux entreprises implantées sur le parc d'activité d'assurer leur propre sécurité. Il reconnaît qu'indépendamment des mesures de sécurité qui pourraient être prises, une personne trouvera toujours une solution pour pénétrer sur la zone. Par ailleurs il émet l'idée de demander aux policiers d'assurer une surveillance accrue en cas de menace particulière.

M. GALTIER propose qu'un dispositif de gardiennage soit mis en place sur le Capiscol qui compte 250 entreprises et plus de 3 500 salariés.

Mme COUDERC-PELLENC (Président de l'Association Economique du Biterrois) indique que certaines entreprises de la zone font d'ores et déjà appel à une société de gardiennage. Si la solution de la fermeture du parc d'activité ne lui paraît pas envisageable, elle estime en revanche que l'étude réalisée sur l'installation de caméras devrait être examinée avec attention.

M. CHOPIN s'engage à transmettre à la ville de Béziers les solutions proposées de gardiennage et de vidéosurveillance.

M. GALTIER constate que la zone du Capiscol se compose d'entreprises très hétéroclites. A cet égard, il fait part de sa faible confiance à l'égard d'une entreprise Seveso, implantée sur la zone ; il rappelle que cette dernière a été à l'origine de diverses pollutions durant plusieurs années. Par ailleurs il apprécie que les Entrepôts Consorts Minguez réduisent leurs risques à la source en stockant moins de produits dangereux. Il relativise la pertinence de cette politique dans la mesure où les volumes produits sont stables. Ainsi une quantité croissante de produits dangereux circule sur les routes / rails ou est stockée sur des sites moins surveillés que les Entrepôts Consorts Minguez.

M. MINGUEZ explique que deux tiers des produits ne sont plus fabriqués.

M. MILLIET indique que depuis 18 mois, des discussions ont été engagées avec GHM pour réviser intégralement l'arrêté préfectoral d'autorisation concernant cette société. Il annonce que ledit arrêté sera présenté lors du CODERST d'avril ou de mai.

2. Gazechim

M. POIJOL (Conseiller Sécurité Environnement de Gazechim) présente les bilans annuels de Gazechim pour les années 2007, 2008 et 2009.

M. GALTIER souhaite connaître les enseignements qui ont été tirés de l'exercice PPI réalisé en 2006.

M. MINIER (Directeur de Gazechim) indique que l'exercice a été basé sur une fuite durant 10 minutes cohérentes avec la mise en place des moyens de la Société. Il estime que la question posée s'adresse d'avantage aux services de l'Etat.

M. DONNET (Chef du SIDPC) explique que tout exercice POI déclenché sur un site Seveso conduit les services de l'Etat à activer la partie chaîne d'alerte du PPI. Il suggère qu'un PPI de plus grande ampleur soit menée en concertation avec les collectivités locales.

M. VIALLE indique que la modélisation d'une fuite de 30 minutes est nécessaire pour identifier la zone susceptible d'être concernée par le PPI. Ce dernier porte sur la gestion des situations d'urgence (et des plans de secours associés). Il ajoute que les résultats de la modélisation sur 30 minutes seront utilisés pour cartographier cette zone et les distances des différents types d'effets.

M. GALTIER demande si Gazechim envisage d'inviter les associations de quartier à l'occasion des exercices POI.

M. MINIER répond que cette invitation n'a jamais été lancée car l'exercice POI dure généralement moins de dix minutes. Pour autant, il propose d'inviter les associations à venir visiter le site afin notamment de leur présenter le métier de l'exploitant et les moyens de sécurité mis en place. Il rappelle que le plan Vigipirate avait conduit à limiter les visites de site.

Pour éviter de « subir » le plan Vigipirate, M. CHOPIN suggère de limiter les visites aux membres du CLIC, qui auront ensuite la charge de rendre compte de ce qu'ils ont vu et appris auprès de leurs publics respectifs.

3. SBM Formulation

M. VAN CANEGHEM (Directeur de SBM Formulation) présente le bilan annuel 2009.

M. GALTIER fait savoir qu'il apprécie de visiter chaque année SBM à l'occasion des POI. Il souhaite que les autres exploitants fassent preuve d'une même ouverture vis-à-vis des associations. Par ailleurs il souhaite avoir communication d'un résumé des études de danger de chaque exploitant.

M. VIALLE invite M. GALTIER à demander aux exploitants de communiquer la note de synthèse adossée à chaque étude de dangers. Il se propose de mettre sur le site Internet de la DREAL les notes de synthèse que les exploitants auront bien voulu lui communiquer. En outre il rappelle que les études de danger peuvent être consultées dans les locaux de la DREAL ; il précise que cette dernière ne procède à aucun envoi d'étude de danger.

M. CLAVIJO demande si les causes de l'incendie survenu dans l'enceinte de SBM Formulation en juin 2005 ont été élucidées.

M. VAN CANEGHEM répond que deux expertises ont été réalisées. L'une d'elle a été réalisée à la demande des assureurs et des avocats de SBM Formulation. Dans ce cadre, deux experts ont été nommés et ont réalisé une enquête qui a duré plus d'un an. Aucun des experts n'a conclu que l'incendie était lié à un accident ou à un acte de malveillance. A ce jour, l'origine de l'incendie n'est donc pas connue. Il précise que la Société avait porté plainte contre X ; l'affaire a depuis été classée.

M. CLAVIJO en conclut que les causes – inconnues – de l'incendie pourraient provoquer un nouvel incendie. Il se déclare préoccupé par cette situation.

M. VAN CANEGHEM explique que SBM Formulation a renforcé ses moyens de détection et de protection d'incendie – lié à un accident ou à un acte de malveillance.

M. VIALLE indique que l'analyse détaillée des risques – menée dans le cadre de la réalisation de l'étude de dangers – a permis d'identifier plusieurs sources potentielles de l'incendie. En outre il rappelle que l'exploitant a mené une autre analyse afin de réduire les conséquences d'un tel incendie. Cette étude a abouti à la construction d'un nouveau bâtiment qui utilise les meilleures techniques disponibles décrites dans le dossier de demande d'autorisation de la dernière enquête publique. M. VIALLE précise que les modalités de construction de ce bâtiment devrait permettre, en cas d'incendie comparable à celui de 2005, de circonscrire l'événement à une et une seule cellule du nouveau bâtiment, et ainsi d'empêcher tous risques de propagation à d'autres bâtiments – comme cela fut observé en 2005.

III. Bilan d'activités de l'inspection des Installations Classées pour l'année 2009

1. Présentation de la DREAL LR

M. HEMAR (DREAL Languedoc-Roussillon) explique que la DREAL, effective depuis le 1^{er} janvier 2010, compte six services. Puis il commente l'organigramme de la DREAL.

M. VIALLE indique que l'inspection des installations classées s'inscrit dans une approche intégrée, prenant en compte à la fois le risque accidentel et le risque chronique . Concernant l'inspection *in situ*, cette dernière peut donc porter sur l'un ou l'autre de ces aspects. L'inspection est souvent menée en deux temps : la phase documentaire permet à l'inspection, dans un jeu de questions-réponses avec l'exploitant, d'évaluer la solidité du système de gestion de la sécurité et le respect de la réglementation au niveau documentaire ; dans le cadre de la phase terrain, l'inspection s'assure de la mise en application du système de gestion de la sécurité et/ou de la mise en application des prescriptions techniques applicables à l'exploitant.

2. SBM Formulation

M. VIALLE présente les résultats des inspections menées chez SBM Formulation en 2007, 2008 et 2009. Puis il indique que la révision du classement des Fiches de Données de Sécurité de l'ensemble des produits stockés sur le site va conduire à un nouveau questionnement sur la classification desdits produits, qui aboutira à une actualisation des prescriptions techniques.

3. Entrepôts Consorts Minguez

M. VIALLE expose brièvement les résultats des inspections menées dans les Entrepôts Consorts Minguez en 2007, 2008 et 2009. Puis il indique qu'une inspection a été menée la semaine antérieure sur le site ; celle-ci a porté, au niveau documentaire, sur l'organisation et la formation. A cette occasion, la DREAL a interrogé l'exploitant sur sa connaissance du niveau de confiance de ses mesures de maîtrise du risque, puis a testé *in situ* les détecteurs de gaz, de fumée et de chaleur.

4. Gazechim

M. VIALLE commente les résultats des inspections menées sur le site de la société Gazechim en 2007, 2008 et 2009. Puis il explique que l'inspection veille à examiner avec une attention particulière les zones à plus haut potentiel de danger.

M. CHOPIN salue le travail rigoureux réalisé par la DREAL. D'une manière générale il estime que les services de l'Etat, à travers leur sérieux et leur stricte application de la réglementation, apportent aux riverains une garantie de sécurité dans la conduite des activités des exploitants.

M. VIALLE ajoute que les inspections annuelles programmées peuvent être complétées par des inspections circonstanciées.

M. HEMAR explique le manque de régularité dans la tenue des CLIC par le fait que le pôle risques accidentels de la DREAL a fonctionné avec 50 % de ses effectifs durant quelques années. Il précise cependant que le programme d'inspection a été respecté durant cette période.

Mme COUDERC-PELLECN fait remarquer que le Capiscole est un parc d'activité, et non une zone industrielle.

Sans remettre en cause le sérieux du travail des industriels et des services de l'Etat, M. JOHANNIN regrette que les entreprises n'aient communiqué aucune information aux membres du CLIC.

En réponse à une question de M. CLAVIJO, M. VIALLE indique que la réglementation oblige la DREAL à prévenir l'exploitant de sa visite au moins 48 heures à l'avance. Comme ce dernier est souvent tenu de fournir préalablement des documents, il est généralement informé d'une visite de la DREAL deux à trois semaines à l'avance. Il fait remarquer qu'un tel délai n'est pas toujours suffisant pour que d'une part l'ensemble des documents soient réunis, et d'autre part que toutes les personnes ressources du site soient présentes lors de l'inspection.

M. HEMAR ajoute que les inspections inopinées représentent environ 10 % des visites effectuées par la DREAL.

M. MINGUEZ fait savoir que la DREAL l'a contacté un jour à 11 heures, pour une visite le jour même à 14 heures.

M. VIALLE explique que dans le cadre de l'action « coup de poing » nationale initiée par le Ministère en 2010, toute installation Seveso est susceptible de faire l'objet d'une action coup de poing dénommée « POI » par l'administration à tout moment de la journée au cours de l'année.

M. CLAVIJO demande dans quelle mesure l'exploitant est tenu d'informer la Préfecture des modifications et changements dans l'activité du site.

M. VIALLE répond que SBM Formulation procède à des opérations de mélange.

M. CLAVIJO fait remarquer que les mélanges de matières chimiques ne se font jamais sans risque.

M. VIALLE précise que les mélanges réalisés par SBM Formulation se limitent généralement à une base et une molécule. Ensuite il indique que la réglementation stipule que pour toute modification sur le site, portant par exemple sur la quantité de produits stockée, une Fiche de Données de Sécurité doit être remplie et fait donc foi. En outre le classement et l'autorisation du site précisent le type de produit autorisé à être stocké sur le site. Ainsi le potentiel de danger est clairement identifié. Lorsqu'un procédé évolue, le système de gestion de sécurité oblige l'exploitant à procéder préalablement à une analyse de risque, afin d'identifier les impacts éventuels sur son site. En cas d'impact identifié, il doit informer la Préfecture, qui demandera la réalisation d'une information simple (en cas d'absence d'incidence) ou d'une enquête publique (en cas de modification notable), accompagnée d'une information du public.

M. VIALLE précise que l'exploitant transmet régulièrement des informations à la Préfecture. Il cite à cet égard l'exemple de la mise en place sur le site d'un chapiteau destiné à stocker des matières plastiques. L'exploitant a choisi – dans un souci de transparence – d'informer préalablement la Préfecture, alors que l'analyse de risque qu'il a réalisée n'avait révélé aucun effet domino. D'une manière générale, M. VIALLE indique que l'exploitant est tenu d'informer la Préfecture de toute modification sensible du process sur son site.

M. VAN CANEGHEM précise que le nombre de matières actives a diminué de moitié en quelques années ; ainsi le site n'en stocke plus qu'une cinquantaine. Il ajoute que les activités réalisées sur le site (mélange et broyage) ne présentent aucun risque de réactions chimiques. Enfin il indique qu'en 2010, le site traitera environ 15 000 tonnes, dont un tiers est à base de granulation, qui contient 1 à 2 % de matière active.

IV. Démarche PPRT

Un document vidéo présentant la démarche PPRT est projeté.

M. VIALLE présente une synthèse de la démarche PPRT, afin que les membres du CLIC puissent formuler un avis. Il précise toutefois que les avis formels relatifs à la prescription du PPRT sont uniquement demandés, à ce stade de la démarche, aux Conseils Municipaux.

M. JOHANNIN fait remarquer que les associations n'ont pas eu connaissance du document d'information sur les risques industriels.

M. VIALLE précise que ledit document est destiné aux gestionnaires de l'urbanisation c'est à dire aux collectivités territoriales.

M. JOHANNIN s'étonne qu'un avis soit demandé aux membres du CLIC alors qu'ils n'ont pas eu communication de l'ensemble des documents.

M. VIALLE explique que sa présentation synthétique permettra aux membres du CLIC de formuler un avis non formel. Il précise que les avis formels relatifs à la prescription du PPRT sont uniquement demandés, à ce stade de la démarche, aux Conseils Municipaux concernés par le PPRT.

Mme PERINI précise que le Conseil Municipal de Béziers a émis, à l'unanimité, un avis réservé.

M. VIALLE indique que la zone d'étude fait l'objet d'un exercice technique – issu de l'étude de dangers des exploitants – encadré par des textes précis. Il ajoute qu'une information sera communiquée aux membres du CLIC tout au long de la mise en œuvre du PPRT, et ce dès la prescription de ce dernier. Il précise qu'à ce jour, le PPRT constitue une « coquille vide », représentée par la zone d'étude. Dans le cadre de celle-ci, une cartographie des enjeux, d'éventuelles études complémentaires et un règlement devront être réalisés. Il ajoute que ladite zone d'étude n'appelait pas de concertation ni d'information préalables, conformément à la réglementation. Le projet de prescription du PPRT étant en ligne sur le site de la DREAL, M. VIALLE invite les membres du CLIC à faire part de leurs avis et propositions sur les moyens à mettre en place en matière de concertation.

M. VASSALO (OMCSC) fait remarquer que le CLIC n'est, pour l'heure, pas en mesure de se prononcer puisque l'arrêté de désignation du CLIC n'a pas été signé.

L'ensemble des membres du CLIC qui ont été invités étant présents ce jour, M. VIALLE indique que la solidité juridique de la prescription du PPRT n'est pas remise en cause.

M. VASSALO estime que les propos de M. VIALLE n'appartiennent qu'à lui-même.

M. VIALLE fait remarquer qu'aucun avis formel ne sera demandé dans le cadre de la présente réunion. En revanche, les membres du CLIC recevront, ce jour, un certain nombre d'informations et seront invités à formuler leurs avis et propositions.

M. VASSALO constate que dans le projet d'arrêté de prescription du PPRT, il est demandé la désignation des membres du CLIC, alors que celui-ci n'existe pas encore formellement.

Partageant le constat de M. VASSALO, M. VIALLE précise que ledit projet d'arrêté fait référence aux « membres désignés du CLIC ».

M. VASSALO rappelle que les associations avaient mis la pression sur la mairie de Villeneuve les Béziers pour qu'elle accepte l'adoption d'un nouvel arrêté d'exploitation sur SBM. Ainsi il estime que les associations ont jusqu'à présent joué un rôle aussi important que l'Etat et les élus.

M. JOHANNIN souhaite que les associations et les riverains soient réellement pris en considération dans le cadre de la présente instance.

M. VIALLE rappelle que l'ensemble des documents ont été mis en ligne un mois plus tôt.

M. JOHANNIN salue ce progrès, que les associations appelaient de leur vœu depuis trois ans.

M. VIALLE fait ensuite remarquer qu'un avis est demandé, ce jour, au CLIC, alors qu'aucune disposition légale ne le prévoit formellement.

M. JOHANNIN constate que durant trois ans, l'Etat n'a rien fait, alors que SBM a procédé à une déconstruction et une reconstruction de bâtiment.

M. VIALLE nuance les propos de M. JOHANNIN sur l'inaction de l'Etat en rappelant que deux CLIC ont été organisés et un groupe de travail a été constitué depuis l'incendie.

M. VASSALO note que les associations n'ont pas participé au groupe de travail.

M. JOHANNIN constate que les associations n'ont jamais été invitées à une réunion du bureau, et ce malgré les nombreux courriers qu'il a adressés au précédent Président du CLIC. A cet égard, il fait savoir qu'il est toujours dans l'attente des résultats des analyses de l'incendie de la Savac. D'une manière générale il regrette que les lois souffrent d'une application de type « deux poids, deux mesures », dans la mesure où les trois entreprises Seveso du Capiscol sont « harcelées », alors que d'autres entreprises ICPE ne sont jamais contrôlées par la DREAL.

M. VIALLE souhaite que la démarche d'information menée dans le cadre du CLIC soit aussi claire et constructive que possible. Par ailleurs il rappelle qu'un programme d'inspections a été défini, en tenant compte d'une valeur de proportionnalité entre les sites.

M. MILLIET fait remarquer que la DREAL a plus souvent visité GHM que SBM. Par ailleurs il s'étonne que M. JOHANNIN n'ait pas eu communication des résultats des analyses de l'incendie de la Savac, qui a eu lieu le 21 novembre 2007. Il précise à cet égard que le lendemain de l'événement, le Préfet a pris un arrêté pour suspendre l'activité de l'usine. Le 3 mars 2008, la DREAL a convié M. JOHANNIN pour présenter l'ensemble des éléments dont elle disposait sur ce dossier. Ainsi il s'étonne que M. JOHANNIN n'ait pas reçu le rapport établi par les marins pompiers, qui étaient venus spécialement de Marseille.

M. JOHANNIN confirme n'avoir jamais reçu le compte-rendu des analyses des eaux et de l'air qui ont été réalisées 5 heures après l'incendie. En outre il constate qu'entre 3 et 8 heures du matin, aucune analyse atmosphérique n'a été réalisée.

M. VASSALO confirme cette observation, tout en faisant remarquer que la liste des produits stockés sur le site était précisément établie. Il ajoute que les mesures réalisées par la cellule

d'intervention chimique de Sète ont montré que l'incendie n'avait pas eu de conséquence sur l'environnement.

M. MILLIET annonce qu'un arrêté complet sortira en mai sur le fonctionnement de GHM. Il ajoute que la DREAL visite régulièrement cette entreprise.

M. CHOPIN reconnaît que dans le respect d'une certaine orthodoxie juridique, il eût été préférable que le CLIC soit officiellement constitué avant de prendre un arrêté préfectoral.

M. VIALLE s'engage à faire vivre l'esprit de concertation avec les associations dans le cadre du PPRT. Puis il poursuit sa présentation en expliquant que seuls sont pris en compte dans la procédure PPRT les effets aigus et irréversibles. Ainsi, au-delà des zones d'aléas représentées, il existe des effets réversibles tels que des gênes respiratoires temporaires. Puis il décrit les installations des trois exploitants.

V. Cartographie des aléas

M. VIALLE présente les cartographies des aléas des trois exploitants. Par ailleurs il explique que le service instructeur de l'inspection a fait le choix de réaliser un seul PPRT malgré le fait que les zones d'aléas des 3 établissements ne se recoupent pas car les distances sont peu importantes entre les différentes zones d'effets des sites, et que ceux-ci sont concernés par une problématique commune. Il annonce ensuite que le projet de construction d'un entrepôt sur le site de Minguez pourrait faire évoluer ses zones d'effets, et donc rapprocher la cartographie des aléas de Minguez à celle de SBM. Dans ce cas, les deux PPRT devront être annulés pour n'en constituer qu'un seul. D'une manière générale M. VIALLE précise que divers éléments du PPRT concourent à constituer un seul PPRT.

M. VIALLE explique ensuite que l'arrêté fait mention d'un certain nombre de personnes et organismes associés (exploitants, maires des communes concernées, président de la communauté d'Agglomération, président du Conseil Général, président du Conseil Régional, représentants du CLIC, président du syndicat mixte du SCOT biterrois). A l'issue des réunions des Personnes et Organismes Associés (POA) ultérieures, les membres du CLIC désignés devront rapporter aux autres membres les présentations, les résultats et les conclusions. Dans le cadre de ces réunions, des groupes de travail pourront être constitués sur un certain nombre de problématiques.

M. VIALLE indique qu'à l'issue de la signature de l'arrêté de prescription du PPRT, la cartographie des enjeux et de la vulnérabilité sera réalisée, et pourrait être complétée par des études complémentaires. Si cette signature a lieu suffisamment tôt, les membres du CLIC qui participeront aux réunions POA pourront être désignés lors du CLIC ultérieur ; au cours de cette même réunion, une cartographie des enjeux sur la zone d'étude sera présentée.

Bien qu'appréciant généralement le respect des formes républicaines, M. VASSALO suggère toutefois de limiter la participation aux réunions POA aux membres actifs. Ainsi il propose que cinq représentants du CLIC participent auxdites réunions.

M. CHOPIN se déclare, pour sa part, favorable à la désignation de deux membres du CLIC ; en revanche, il estime que la désignation de cinq membres serait excessive.

M. VIALLE propose d'adopter la formulation suivante dans le projet d'arrêté préfectoral « Le ou les membre(s) désigné(s) par le CLIC » afin que ledit arrêté puisse être signé et que les études puissent être lancées. Il ajoute qu'à l'occasion du CLIC ultérieur, le mode de désignation du ou des membre(s) sera discuté.

M. CHOPIN fait savoir que le Président du CLIC, le collègue Etat et l'Etat lui-même ne s'opposeront pas à cette position. Il invite la représentante de la ville de Béziers à s'exprimer sur l'avis rendu par le Conseil Municipal.

Mme PERINI indique que le Conseil Municipal de la ville de Béziers a émis un avis réservé, motivé par la discontinuité entre les deux PPRT d'une part, et par le fait que le périmètre de la zone d'aléas couvre une partie de l'entreprise SBM. En outre le Conseil Municipal s'interroge sur la présence d'un corridor entre les deux PPRT.

M. VIALLE explique que SBM ne pourra procéder à aucune construction sur la zone couvrant les parcelles concernées par l'autorisation d'exploiter sans tenir compte du PPRT, ni obtenir préalablement une autorisation. Cette zone dite zone grisée correspondant à l'emprise foncière des installations de l'entreprise SBM, est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations à l'origine du risque et sous réserve de ne pas accroître le risque. Cette interdiction n'est pas motivée par l'aléa mais est destinée à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain. Puis il indique que le périmètre d'étude du PPRT doit être conforme à la cartographie des aléas.

Mme PERINI souligne la difficulté de communiquer sur cette problématique. La réalisation du futur PPRT unique étant très chronophage, elle suggère de redéfinir le périmètre des PPRT en cours de constitution.

Selon M. VIALLE, il serait très difficile d'expliquer qu'une zone non concernée par des aléas serait, par convenance, affectée par un effet qui n'est pas connu. Cela signifierait qu'un vendeur ou loueur de logements serait obligé d'informer l'acheteur ou le locataire d'effets non définis. Ainsi M. VIALLE estime qu'il ne serait pas justifié d'appliquer une information qui n'a pas été validée ou encadrée en étendant deux zones d'étude qui ne sont pas couvertes par l'étude technique et les études de dangers.

Mme PERINI fait remarquer que le raisonnement inverse est également vrai, dans la mesure où le projet d'extension sur le site de Minguez pourrait remettre en cause l'activité d'un exploitant qui se serait installé sur le corridor situé entre les deux PPRT.

M. VIALLE rappelle que l'éventuel projet d'extension de Minguez ferait l'objet d'une demande d'autorisation. Ainsi ledit projet ne serait accepté que dans le cas où les risques auraient été jugés acceptables. Il rappelle que le PPRT vise à « réparer » l'urbanisation passée et à encadrer l'urbanisation future.

M. MINGUEZ indique que l'extension de son site ne portera que sur des bâtiments qui ne stockeront aucun produit chimique, et qui feront donc l'objet d'une simple déclaration.

M. VIALLE fait savoir que l'extension d'un site Seveso justifie généralement qu'une enquête publique soit menée et qu'une nouvelle étude de dangers soit réalisée sur l'ensemble du site, afin d'analyser les effets dominos.

M. VASSALO en conclut que la zone de servitude sera révisée.

En réponse à une question de M. FISCHER (Responsable Environnement à la mairie de Béziers), M. VIALLE explique que tout permis de construire, modification d'exportation ou implantation de nouveaux bâtiments dans la zone grisée fera l'objet d'un contrôle. Il ajoute que la zone grisée se situera à l'intérieur du cercle délimitant le périmètre du PPRT. En outre il souligne la différence entre l'autorisation d'exploiter et la propriété.

M. FISCHER en conclut que le schéma présenté ne correspond pas à la réalité, mais à l'étude.

Soulignant l'indépendance de législation entre le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement, M. VASSALO explique que l'application du droit de l'urbanisme imposera, dans la phase de concertation, de veiller à ce qu'une nouvelle extension de SBM ne provoque pas un rapprochement entre les populations et le périmètre du PPRT.

M. VIALLE précise qu'en périphérie du périmètre du PPRT, aucune prescription, réglementation et proposition ne seront prévues. Il ajoute qu'au-delà dudit périmètre, les effets ne sont ni aigus ni irréversibles (ex : gênes respiratoires).

Selon M. VASSALO, le périmètre du PPRT doit prendre en compte les risques technologiques, ainsi que d'autres éléments, tels que les enjeux, les études stratégiques, etc.

Mme BATTUT (DDTM 34) explique que le PPRT n'est pas un instrument de gestion de crise.

M. VASSALO ne partage pas ce point de vue.

M. VIALLE indique que le périmètre du PPRT prendra en compte les enjeux de base (ex : habitations, écoles, etc.) et les enjeux stratégiques (ex : voies de chemin de fer, autoroutes, etc.). Il rappelle ensuite les divers outils de gestion des risques (ex : plan d'opération interne (POI), plans particuliers d'intervention (PPI), etc.).

Selon M. JOHANNIN, les cercles parfaits représentés sur la carte des aléas ne reflètent pas les réalités météorologiques de la nature.

M. VIALLE explique que l'élaboration des zones d'effets prend en compte la rose des vents sans choix de direction particulière et en ne prenant en compte que les conditions de stabilité. Il n'a pas été tenu compte de la direction des vents dominants. Ceci a pour conséquence d'obtenir des cercles concentriques qui prennent en compte de manière exhaustive toutes les directions du vent.

A l'invitation de M. CHOPIN, M. VIALLE présente le calendrier des réunions. Une modification du projet d'arrêté de prescription sera proposée au Préfet. Une fois l'arrêté signé, une étude technique sur la cartographie des enjeux sera lancée. Lorsque celle-ci sera suffisamment « mûre », il sera proposé de réunir le CLIC – en juin 2010 – pour désigner son Président – si nécessaire –, et le(s) membre(s) du CLIC qui participeront aux réunions POA, ainsi que pour présenter la cartographie des enjeux. Lors du CLIC de juin, la première date de réunion des membres du POA sera arrêtée.

M. CHOPIN invite les associations ARBRE et AEB, ainsi que l'Agglomération de Béziers Méditerranée à lui communiquer les noms manquants de représentants et/ou suppléants. Par ailleurs il indique avoir répondu au courrier – datant du 9 février – de la Présidente de l'association du

comité de quartier de Montigny ; il propose d'envoyer une copie de son courrier de réponse aux membres du CLIC.

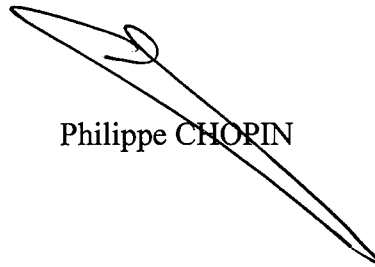
M. JOHANNIN se déclare plutôt intéressé par la communication des analyses réalisées à l'issue de l'incendie de la Savac.

M. CHOPIN précise que lesdites n'ont révélé aucun résultat alarmant. Il invite M. JOHANNIN à lui faire confiance sur ce point.

M. JOHANNIN fait savoir que les quatre années passées l'invitent à n'accorder aucune confiance particulière aux représentants de l'Etat.

La séance est levée à 12 heures 50.

Le Sous-Préfet de Béziers
Président du CLIC

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe CHOPIN', written over the printed name.

Philippe CHOPIN

Réunion du CLIC Capiscol

Séance du 14 juin 2010

La réunion est ouverte à 14 heures.

M. CHOPIN (Sous-préfet de Béziers) souhaite la bienvenue aux membres du CLIC. Puis il présente l'ordre du jour de la présente réunion.

I. Présidence du CLIC

M. VIALLE (DREAL) rappelle le rôle du Président du CLIC, ainsi que les modalités d'élection. Puis il précise que M. VASSALLO est le seul candidat déclaré avant la tenue du CLIC.

M. VASSALLO (Organisation de Médiatisation en Environnement, Santé et Consommation, OMESC) expose les motivations de sa candidature.

M. CHOPIN indique que l'Etat présente la candidature du Sous-préfet de Béziers.

M. VIALLE rappelle les modalités d'élection.

M. CHOPIN propose de procéder à un tour de table afin de déterminer les membres du CLIC habilités à voter. Puis il invite l'instance à se prononcer sur les modalités de vote (bulletin secret ou à main levée).

Aucun membre du CLIC ne s'oppose au vote à main levée.

La candidature de M. VASSALLO est approuvée par 4 voix pour.

La candidature de M. CHOPIN est approuvée par 13 voix pour.

M. CHOPIN est élu Président du CLIC.

M. CHOPIN remercie l'OMESC d'avoir présenté sa candidature. Il précise que la voix de cette association sera entendue et écoutée avec l'attention qu'elle mérite.

II. Membre(s) du CLIC représentant le CLIC dans le cadre des Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du PPRT

M. VIALLE présente le cadre réglementaire dans lequel s'inscrivent les Personnes et Organismes Associés (POA), ainsi que leurs finalités, leur composition et le calendrier des réunions. Il invite les membres du CLIC à faire part de leurs candidatures.

MM. VASSALLO, GALTIER, ESCUDIE présentent leur candidature.

Les candidatures de MM. VASSALLO, GALTIER et ESCUDIE sont approuvées à l'unanimité.

M. VIALLE annonce que la première réunion des POA pourra avoir lieu en septembre.

III. Présentation de la démarche de cartographie des enjeux

Mme BATTUT (Unité Prévention des Risques Naturels et Technologiques de la DDTM 34) explique qu'elle va suivre, en collaboration avec la DREAL, la réalisation de la phase technique du PPRT de Béziers / Villeneuve-lès-Béziers. Une annonce légale a été publiée dans le *Midi Libre* du 25 mai 2010 concernant l'appel d'offre visant la désignation du bureau d'études qui réalisera les phases de caractérisation des enjeux et de finalisation de la séquence d'étude technique pour l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques. A ce jour, six candidatures ont été identifiées. La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au 21 juin. Puis elle rappelle les principales étapes de l'élaboration du PPRT. Elle détaille ensuite la séquence d'étude technique du PPRT. Par ailleurs elle commente des exemples de cartes des enjeux, de synthèse et de zonage brut. Elle précise que le zonage brut permettra de procéder à des investigations complémentaires.

En réponse à une question de Mme PERINI (élue à la mairie de Béziers), Mme BATTUT indique que les investigations complémentaires – et non pas le zonage brut – détermineront les travaux complémentaires dont pourrait faire l'objet telle ou telle infrastructure, avant de définir le financement tripartite (Etat, exploitant et commune).

M. VIALLE indique que la cartographie des enjeux a fait l'objet d'un appel d'offres qui prendra fin le 21 juin 2010. Il ajoute que la première phase doit permettre de connaître l'existant sur le site (ex : niveau et typologie d'occupation, activités, infrastructures, etc.). Ensuite la carte des aléas sera superposée sur les cartes des activités, des habitats et des usages. Dans le cadre de la phase de stratégie, les POA devront se prononcer sur le maintien de tel ou tel projet comme représenté lors de la diffusion du film sur les PPRT. M. VIALLE précise que le coût des projets permettra de procéder à des arbitrages (ex : délaissement, expropriation, aménagement). Par ailleurs, il rappelle que Réseau Ferré de France (RFF) a une infrastructure et un projet dans la zone d'étude du PPRT ou à proximité. Ainsi l'entreprise sera t'elle entendue dans le cadre des POA ; en outre elle souhaite intégrer le collège des Riverains afin de faire entendre sa voix au sein du CLIC.

M. RUIZ (responsable Environnement - RFF) explique que RFF est très impliqué, pour le compte de l'Etat, dans les infrastructures ferroviaires. Puis il précise qu'environ 150 trains par jour circulent sur la ligne traversant une partie de la zone d'étude du PPRT. Par ailleurs, il fait part de son souhait de pouvoir donner son avis sur les éventuels aménagements qui pourraient être demandés à RFF. Concernant le projet de nouvelle ligne TGV entre Montpellier et Perpignan, il indique que RFF mène des investigations technico-environnementales dans un couloir de 5 km situé au sud de Béziers, en vue de réaliser un couloir d'études de 20 km qui permettra, au cours des trois années à venir, d'étudier un tracé.

M. CHOPIN demande si l'entrée de RFF dans le collège des Riverains conduirait à modifier le règlement du CLIC en matière de vote.

M. VIALLE rappelle que le Code l'Environnement prévoit d'une part que les différents collèges du CLIC soient relativement équilibrés, et d'autre part que l'instance compte 30 membres au maximum. Puis, il détaille la présente composition du CLIC (collège des riverains : 7 représentants

(dont 4 associations de protection de l'environnement) ; collège des élus : 5 représentants ; collège exploitant : 3 représentants ; collège salarié : 3 représentants ; collège de l'Etat : 6 représentants).

Selon M. VASSALLO, RFF relève davantage du collège de l'Etat que du collège des riverains.

M. VIALLE explique que le collège de l'Etat est limité et défini en termes de représentants. Par ailleurs, il précise que RFF peut ne pas être membre mais pourrait être invité au CLIC de manière permanente ou semi-permanente, sans avoir droit de vote.

M. CHOPIN invite les collèges à se prononcer sur le sujet.

M. MINIER (Directeur de Gazechim) estime que les différents collèges devraient se voir confier le même nombre de voix.

M. VIALLE prend note du besoin de règlement du CLIC.

M. CHOPIN propose que le contenu du règlement soit discuté dans le cadre de la présente séance.

M. GALTIER fait remarquer que le collège des Riverains compte des représentants qui défendent des intérêts industriels.

Mme PERINI suggère que le nombre de voix des différents collèges soit équilibré.

Le CLIC comptant 5 collèges et 30 membres au maximum, M. VIALLE en conclut que chaque collège peut disposer en théorie de 6 voix.

M. VAN-CANEGHEM (SBM) estime que la solution d'une voix par représentant est plus simple que celle d'une voix par collège.

M. CHOPIN propose alors de conserver les modalités de vote appliquées jusqu'alors (une voix par représentant). Puis, il invite les membres du CLIC à se prononcer sur l'entrée de RFF dans le collège des Riverains.

L'entrée de RFF dans le collège des Riverains est approuvée par 13 voix pour et 4 voix contre.

M. VIALLE s'engage à présenter au prochain CLIC un projet de règlement tenant compte des décisions prises en séance. Il précise que la nouvelle rédaction du règlement s'inspirera du règlement du CLIC Martigues/Châteauneuf.

IV. Actualités du Parc d'activité du Capiscol

M. CHOPIN rappelle qu'un premier incident a eu lieu le 19 avril à COVED, et qu'un second incident s'est produit le 6 mai à SBM Formulations. Sur suggestion de M. MILLIET (DREAL), un courriel de compte rendu de ces incidents a été envoyé à l'ensemble des membres du CLIC. M. CHOPIN remercie M. MILLIET de sa suggestion.

M. MILLIET (DREAL) présente les éléments essentiels de l'incendie de COVED, ainsi que les éléments stockés sur le site. Puis il commente les résultats d'analyse de poussière (chrome, cuivre,

plomb) issus de prélèvements autour du site. A cet égard, il propose de communiquer aux membres du CLIC le rapport sur les résultats.

M. VAN-CANEGHEM présente les faits concernant l'incendie du 6 mai. Un incendie s'est déclaré dans un granulateur contenant 300 kg de fongicide. Le POI a été déclenché. Les pompiers ont maîtrisé l'incendie en moins d'une heure. Les associations ont été contactées pour venir observer sur place l'ampleur de l'incident. Les résultats de l'analyse complémentaire sur l'origine de l'incendie seront communiqués à la DREAL. A titre préventif, le site sera probablement équipé de systèmes manuels pour noyer l'intérieur du granulateur.

M. MILLIET souligne la transparence vis-à-vis des riverains et des associations qui a prévalu dans le cadre des deux incidents présentés. Il ajoute que l'origine de l'incendie de COVED n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucune explication.

M. GALTIER estime que la succession d'incendies non expliqués est source d'inquiétudes.

M. MILLIET rappelle qu'il avait été demandé, dans le cadre du CLIC antérieur, d'installer un système de surveillance sur la zone du Capiscol. Il constate que le système utilisé par COVED a relativement bien fonctionné le 19 avril, dans la mesure où l'alarme a été donnée très rapidement.

M. GALTIER invite l'exploitant à mener un travail en amont pour éviter qu'un nouvel incendie ne se déclenche. Par ailleurs il constate que le quartier de la Devèze s'apparente à une zone de non-droit. Une telle situation est, selon lui, pour le moins préoccupante.

M. CHOPIN annonce avoir reçu ce jour le courrier de réponse du Président de la Communauté d'Agglomération de Béziers, dans lequel ce dernier se déclare prêt à travailler avec M. le Sous-préfet. Il s'engage ainsi à organiser une réunion avec le Président de la Communauté d'Agglomération de Béziers afin d'élaborer des solutions.

M. GALONNIER (maire de Villeneuve-lès-Béziers) explique qu'il a demandé un renfort des effectifs de police et des contrôles dans le quartier de la Devèze. D'une manière générale il estime que la situation est quelque peu préoccupante.

M. CHOPIN considère que le quartier de la Devèze ne constitue pas une zone de non-droit, tout en reconnaissant qu'il existe des difficultés. Il précise que des mesures concernant ce quartier sont en cours de réflexion.

V. PPI

M. SERVEL (Préfecture) présente la démarche du PPI du Capiscol. Il rappelle que ce plan vise à préparer et organiser l'intervention des secours, en particulier au cours de la première heure suivant un accident de grande ampleur. Un exercice sera organisé afin de valider les options retenues dans le cadre du PPI. M. SERVEL mentionne ensuite les partenaires rencontrés dans le cadre de l'élaboration du PPI. Puis, il commente les grands axes d'amélioration du PPI. Enfin il indique que le CLIC sera tenu informé de l'avancement des travaux.

M. GALTIER s'étonne que les Autoroutes du Sud de la France (ASF) ne soient pas partenaires dans le travail d'élaboration du PPI.

M. SERVEL admet avoir oublié de le mentionner.

VI. Points divers

M. GALTIER fait remarquer que le procès-verbal du CLIC antérieur comportait quelques erreurs :

- page 4 : "M Galtier constate que la zone... d'une entreprise NON SEVESO..." cela change tout car, mis à part le premier incendie les autres concernent des simples ICPE d'où nos inquiétudes et interrogations !

-pages 9-11 et 13 : toutes les observations attribuées à M Johannin ont en fait été faites par le Comité de quartier Montimaran représenté par J.P. Galtier.

M. MILLIET rappelle que l'arrêté préfectoral réactualisant complètement les prescriptions de l'usine GHM a été présenté lors du CoDERST de mai ; il annonce la sortie dudit arrêté pour la fin du mois de juin. Il ajoute que cette entreprise fait l'objet d'une grande attention.

M. CHOPIN invite M. VIALLE à préciser la date du CLIC ultérieur.

M. VIALLE propose de tenir une réunion avant la fin de l'année dans le cas où un sujet sensible (ex : présentation du règlement, cartographie des enjeux, PPI, etc.) devrait être présenté.

La séance est levée à 15 heures 25.

Réunion du CLIC de la zone industrielle du Capiscol Séance du 14 avril 2011

La réunion est ouverte à 14 heures 30.

M. CHOPIN (Sous-préfet de Béziers) ouvre la séance.

I. Bilans annuels des sociétés Entrepôts Consorts Minguez, Gazechim et SBM Formulation

1. Entrepôts Consorts Minguez

M. MINGUEZ (superviseur des Entrepôts Consorts Minguez) présente le bilan de la société (actions de prévention, bilan du Système de Gestion de Sécurité (SGS), compte-rendu anomalies/incidents/accidents, programme d'objectifs de réduction des risques, décisions dont a fait l'objet l'installation, études des dangers).

En réponse à une question de M. BLANC (MNLE), M. MINGUEZ indique que conformément aux engagements pris, les compétences des cinq salariés du site ont été vérifiées en interne.

M. BLANC souhaite connaître la fréquence de l'exercice POI.

M. MINGUEZ répond que cet exercice est effectué annuellement, et complété par des exercices de remise à niveau. Il ajoute que le thème et le lieu de l'exercice POI sont déterminés à l'avance.

En réponse à une question de M. GALTIER (Comité de quartier Montimaran), M. MINGUEZ indique que le niveau de confiance s'inscrit sur une échelle de 1 à 4, correspondant à une probabilité de $1/1\ 000^{\text{ème}}$, $1/10\ 000^{\text{ème}}$, $1/100\ 000^{\text{ème}}$ et $1/1\ 000\ 000^{\text{ème}}$. M. MINGUEZ propose de communiquer le dossier relatif aux Mesures de Maîtrise du Risque Instrumenté à M. GALTIER.

2. Gazechim

M. POUJOL (Conseiller Sécurité Environnement de Gazechim) présente le bilan sécurité 2010 (actions réalisées pour la prévention des risques, bilan du SGS, incidents/accidents survenus, objectifs de réduction des risques pour 2011).

M. GALTIER rappelle qu'en janvier 2011, l'entreprise a connu un accident sur le site de Lavéra. Il demande si ce type d'accident pourrait se produire sur le site de Béziers, et souhaite connaître les dispositions prises si un tel accident se produisait.

M. POUJOL explique que l'accident du 6 janvier est lié à une activité de dégazage impliquant du chlore. Il précise que le site de Béziers n'utilise pas ce produit, ni ne met en œuvre ce type de procédé.

En réponse à une question de M. BLANC, M. POUJOL indique que le site de Béziers n'a pas connu d'incident ni d'accident depuis de nombreuses années. Par ailleurs il précise que le site est certifié ISO 9001 pour l'ensemble de son activité.

M. MINIER indique que l'accident dramatique de Lavéra n'a généré aucune émission extérieure à l'établissement. Il ajoute que l'objectif est de redémarrer le site dans le courant du mois de mai.

M. BLANC demande si l'accident s'est traduit par une mise à la torche.

M. MINIER répond par la négative.

M. BLANC en conclut que cet accident n'a eu aucune conséquence environnementale.

M. MINIER confirme cette observation, et précise que l'enquête sur l'explosion de gaz sur le site de Lavéra se poursuit. Il confirme que le site de Béziers ne manipule pas de chlore, ni n'utilise le procédé de dégazage.

M. VIALLE (DREAL) explique que l'accident a fait l'objet d'une information nationale au sein de la DREAL. En outre le retour d'expérience sur l'accident est en cours.

M. CHOPIN fait part de ses pensées pour la famille du salarié disparu.

M. GALTIER rappelle que les représentants de Gazechim avaient proposé en 2010 qu'une visite du site soit organisée.

M. MINIER propose d'arrêter une date de visite au cours du premier semestre.

3. SBM Formulation

M. VAN CANEGHEM (Directeur de SBM Formulation) présente le bilan (faits marquants, incidents/accidents, actions correctives, actions d'amélioration réalisées, bilan du SGS, plan d'actions 2011)

M. BLANC souhaite savoir à quelle échéance les fournisseurs feront part de leurs retours d'informations à l'exploitant dans le cadre de la Directive REACH.

M. VAN CANEGHEM répond d'une part que la phase de pré-enregistrement est terminée, et d'autre part que la phase d'enregistrement (lié à la quantité achetée/fabriquée au cours d'une année) est en cours. Il précise que la date de clôture de cette seconde phase est déterminée par la nature des produits fabriqués ou achetés. Par ailleurs il explique que les Fiches de Données de Sécurité (FDS) doivent répondre au format REACH, en faisant notamment mention des usages des produits. Il rappelle que les fournisseurs ont la responsabilité de mettre à jour les FDS, l'exploitant ayant, pour sa part, la responsabilité d'en vérifier la mise à jour. M. VAN CANEGHEM précise que cette démarche va durer plusieurs années.

M. VIALLE confirme que la démarche REACH s'inscrit sur le long terme puisqu'elle s'organise en différentes étapes. Il précise que cette initiative est pour l'heure spécifique à l'Europe.

Selon M. GALTIER, la réglementation européenne draconienne risque de déplacer certaines activités industrielles dans des pays moins exigeants en matière de protection de l'environnement.

M. VAN CANEGHEM indique que les Etats-Unis sont en train d'élaborer l'équivalent d'un système REACH mondial. Par ailleurs il présente l'incident du 7 avril. Quelques salariés de l'équipe du matin ont commencé à être incommodés vers 5 heures 30 dans un atelier. Les pompiers ont été appelés. Huit salariés ont été hospitalisés, et sont ressortis au cours de la même journée. Le lendemain, les associations ont pu se rendre sur le site pour recevoir les premières explications. Le lundi soir suivant, l'ensemble des acteurs présents ont été réunis pour établir une description précise des faits. De cet exercice est ressorti le fait que dans un atelier de conditionnement, une fuite sur une vanne a été détectée ; l'équipe en place a pris la décision d'arrêter le conditionnement afin que la trémie puisse être vidée et que l'équipe d'entretien puisse intervenir ; lorsque l'équipe du matin est arrivée dans l'atelier, un opérateur de l'équipe de nuit a voulu présenter le problème à ses collègues non équipés ; du produit a alors été mis en suspension dans l'atelier ; 15 à 20 minutes plus tard, le personnel de l'équipe du matin présentait des signes de malaise.

M. VAN CANEGHEM précise que cet incident a fait l'objet d'un arbre des causes. En outre le document unique sera mis à jour à la suite, et un plan d'action sur la partie « sécurité » et un plan d'action sur la partie « management » seront mis en œuvre. Lesdits plans d'action seront envoyés à l'Inspection du travail et à la DREAL dans le courant de la présente semaine.

Le Commandant BONAFOUX (SDIS 34) indique que SBM Formulation a alerté le SDIS pour des malaises. Lorsque l'ambulance est arrivée sur place, trois salariés étaient concernés. Par la suite, il a été décidé d'envoyer sur place des moyens supplémentaires, notamment la cellule mobile d'intervention chimique des sapeurs-pompiers. Huit employés ont finalement été hospitalisés. L'ensemble des salariés présents sur la chaîne au moment de l'incident ont été examinés. Les fiches toxicologiques des deux produits impliqués dans l'incident (l'IMIDAN et le DICARZOL) indiquaient que les effets desdits produits disparaissaient 5 à 6 heures après leur diffusion. Le PC a ensuite été activé. Le POI n'a pas été déclenché puisque la fuite était maîtrisée.

M. VAN CANEGHEM précise que ladite fuite portait sur quelques kilos de produits qui se sont échappés d'une vanne alors qu'un opérateur faisait une démonstration devant ses collègues qui ne portaient pas d'Équipement de Protection Individuelle (EPI).

Le Commandant BONAFOUX indique que M. le Sous-préfet et M. VIALLE ont été prévenus de l'accident par le SDIS.

M. BARTHELEMY (SDIS 34, référent risque chimique) explique qu'à son arrivée, la cellule mobile d'intervention chimique a effectué divers prélèvements (chlore, acide chlorydrique.). Les résultats des trois relevés effectués étaient négatifs.

M. JOHANNIN (CLVC) constate que SBM Formulation a prévenu le SDIS pour des malaises sans connaître l'origine desdits malaises.

Le Commandant BONAFOUX précise que les pompiers ont été alertés pour « malaises sur lieux publics ». Le SDIS a alors contacté SBM Formulation et a appris que des salariés avaient été en contact avec des produits chimiques.

M. CLAVIJO rappelle que le document d'enquête publique de 2006/2007 précise que SBM Formulation utilise environ un millier de produits différents. Ainsi il s'interroge sur les innombrables réactions susceptibles de se produire entre eux. Par ailleurs il demande ce que cherchent les pompiers intervenant sur un site tel que SBM Formulation.

Le Commandant BONAFoux répond que les pompiers utilisent différents appareils de mesures et tubes pour effectuer des relevés. Il précise que la première mission des pompiers, avant d'effectuer les prélèvements, consiste à secourir les personnes et à stopper la fuite éventuelle.

M. CLAVIJO demande à nouveau ce que les pompiers cherchaient à détecter lorsqu'ils sont intervenus sur le site de SBM Formulation.

M. VAN CANEGHEM distingue deux cas. Dans le cas simple – celui du 7 avril –, un produit tombe par terre ; le SDIS peut alors effectuer ses analyses sur un produit connu. Dans le cas d'un incendie, les recherches portent sur les produits de dégradation. Par ailleurs il indique que SBM Formulation n'effectue aucune synthèse de produit. Ainsi les effets secondaires liés à une réaction chimique entre différents produits ne constituent pas de risques majeurs.

Le Commandant BONAFoux précise que les recherches de la cellule mobile ont principalement porté sur le chlore et l'ammoniac.

M. VIALLE rappelle que les produits incompatibles entre eux sont soumis à des règles d'exploitation précises. Il ajoute qu'en phase de production, les risques liés à des mises en contact de produits sont précisément connus, et ce dès l'amont des opérations puisque le site est classé Seveso seuil haut.

M. CLAVIJO souhaite savoir quelles molécules les appareils du SDIS sont en mesure de détecter.

M. BARTHELEMY indique que le SDIS de Béziers dispose d'un détecteur photo-ionisant qui est capable de prélever 99,98 % des COV et d'analyser des molécules. Ensuite un abaque est utilisé pour déterminer la toxicité des molécules identifiées.

Le Commandant BONAFoux précise que le matériel utilisé par le SDIS de Béziers est identique à celui des SDIS du bassin méditerranéen. Par ailleurs, il propose aux membres du CLIC de venir visiter le SDIS.

M. BLANC souhaite connaître les EPI utilisés par le personnel de quart.

M. VAN CANEGHEM répond que les EPI obligatoires sont mentionnés sur les Fiches de Sécurité Atelier (FSA), qui sont élaborés à partir des FDS.

Faisant référence à la Fiche Internationale de Sécurité Chimique, M. BLANC constate que pour l'un des produits, il est précisé « Eviter la dispersion des poussières ; éviter l'exposition des adolescents et des enfants ». Il ajoute que ce produit est considéré comme une substance dangereuse et très toxique pour les abeilles aux Etats-Unis. Ainsi il s'étonne que l'équipe du matin soit entré dans l'atelier sans EPI.

M. VAN CANEGHEM reconnaît que des mesures devront être prises pour éviter que ne se renouvelle ce type d'incident, qui est dangereux pour les salariés, et non pour l'environnement. Il

ajoute que les salariés du site suivent des formations au port des EPI et sont régulièrement sensibilisés dans ce domaine.

M. BOLLIER (DIRECCTE 34, Inspecteur du travail) indique qu'il a été contacté à 9 heures 15, et s'est rendu sur le site à 9 heures 50. Après accord des pompiers, il a commencé l'enquête accident du travail. S'agissant des constats, M. BOLLIER rappelle que la ligne d'ensachage temporaire qui a été touché par l'accident fonctionnait en mode de production dégradé car une fuite avait été détectée. Les deux produits impliqués dans l'incident sont toxiques et présentent les mêmes effets sur le plan médical. L'anomalie ayant permis l'exposition des salariés est que ces derniers aient pénétré dans l'atelier en phase de production sans être équipés d'EPI. M. BOLLIER ajoute que l'enquête se poursuit. L'Inspection du travail considère qu'il s'agit d'un accident du travail grave. Celui-ci a donc fait l'objet d'un signalement à la Direction Générale du Travail. M. BOLLIER indique enfin que les conclusions de l'enquête pourraient se traduire par des suites pénales.

M. CHOPIN ajoute que le Procureur de la République a été tenu informé en temps réel de l'accident.

M. JOHANNIN souhaite avoir communication des résultats de l'enquête interne.

Selon M. VAN CANEGHEM, l'accident ne revêt plus aucun mystère : dans un contexte de mode de production dégradé, un salarié a fait une démonstration du problème à ses collègues, qui ont inhalé un produit clairement identifié. Il ajoute que le CHSCT du 19 avril permettra de conclure officiellement l'analyse de l'accident.

M. BOLLIER rappelle qu'il ne s'agit pas d'un accident industriel, mais d'un accident du travail, lié à des dysfonctionnements internes dans l'organisation du travail. Il ajoute que les produits diffusés sont connus et leurs quantités sont limitées. Il précise enfin que l'accident est directement lié à l'action d'un opérateur.

M. JOHANNIN s'étonne qu'un salarié formé conscient des risques des produits manipulés ait ouvert une vanne alors que des collègues non équipés d'EPI étaient à proximité.

Mme PERINI (Conseillère municipale de Béziers) demande si les salariés étaient tenus de s'équiper d'EPI avant de pénétrer dans l'atelier.

M. VAN CANEGHEM répond par l'affirmative.

Selon M. BOLLIER, ce point constitue clairement une anomalie.

M. VIALLE indique que la DREAL s'est assurée du bon fonctionnement des dépoussiéreurs. Par ailleurs il précise que le Vice-procureur a sollicité l'Inspecteur du travail et la DREAL pour encadrer la reprise d'activité de cet atelier. En outre M. le Sous-préfet a décidé, compte tenu de la sensibilité du site, de créer l'ensemble des services de l'Etat compétents pour se déplacer sur le site.

D'une manière générale M. CHOPIN salue la transparence avec laquelle l'accident a été géré. De plus il remercie l'Inspecteur du travail de sa participation à la présente réunion.

II. Bilan d'activités d'inspection des Installations Classées

III. Actualité du PPRT

M. VIALLE présente le bilan d'activités d'inspection des Installations Classées. Il précise par ailleurs que le service juridique du Ministère de l'Ecologie a conseillé de scinder en deux le PPRT du Capiscol afin d'asseoir la base juridique de l'arrêté de prescription du PPRT.

M. CHOPIN fait savoir que la mairie de Béziers maintient son souhait de n'avoir qu'un seul PPRT.

Mme PERINI s'étonne de la position de la DREAL dans la mesure où il n'y a qu'un seul périmètre pour le PPI.

M. VIALLE explique que certains scénarios ont été exclus du PPRT pour être réintroduits dans le PPI.

Mme PERINI invite la DREAL à s'appuyer davantage sur le principe du bon sens plutôt que sur la réglementation.

M. DONNADIEU (Directeur Pôle Aménagement du Territoire et Développement Durable, Béziers) indique que M. COUDERC a envoyé un courrier à ce sujet, en reprenant une délibération du Conseil municipal.

M. VIALLE conclut sa présentation.

IV. Présentation de la cartographie des enjeux

M. TIRIAU (SOGREAH) présente le PPRT de ECM, ses enjeux, la carte des enjeux, et la carte des aléas.

M. VIALLE indique que la cartographie fera l'objet d'un document qui sera remis aux membres des Personnes et Organismes Associés (POA).

M. TIRIAU présente le PPRT de Gazechim, ses enjeux, la carte des enjeux, et la carte des aléas.

M. DONNADIEU fait observer que la déchetterie constitue une ICPE, relevant du périmètre du PPRT.

V. Actualités du Parc d'activité du Capiscol

1. Incendie de la COVED

M. JEANJEAN (DREAL) rappelle qu'un incendie s'est produit au sein de la société COVED en avril 2010. Ledit incendie a partiellement détruit le bâtiment principal et entraîné un arrêt partiel de l'activité. M. JEANJEAN présente ensuite la chronologie des faits, en indiquant notamment que les eaux d'extinction de l'incendie ont été collectées sur le site, puis ont été éliminées par un centre agréé. A ce jour, l'exploitant n'exploite qu'une partie de ses activités. Il a récemment annoncé qu'il souhaitait reconstruire le bâtiment ; aucune demande officielle n'a toutefois été déposée.

Le Commandant BONAFoux indique que les pompiers ont été prévenus à 22 heures 58 qu'un feu important s'était déclenché sur le site. Une semaine plus tôt, ils avaient effectué un exercice sur place ; ils sont donc intervenus de nuit en terrain connu.

M. BLANC demande si une enquête est en cours.

M. JEANJEAN répond que les conclusions de l'enquête définitives ne sont pas encore connues.

Le Commandant BONAFoux indique que l'Inspection du travail a été informée postérieurement à l'incendie puisque celui-ci n'a impliqué aucun salarié.

M. BLANC s'interroge sur la capacité de l'exploitant à honorer ses contrats avec une partie seulement de ses infrastructures en activité.

M. GALTIER rappelle que la COVED est une filiale du groupe SAUR, qui est une filiale du groupe Sèché Environnement ; ainsi il considère que la santé financière de la COVED ne constitue pas un sujet d'inquiétude. Par ailleurs il souhaite connaître le volume d'eau projetée par les lances à incendie.

Le Commandant BONAFoux répond qu'une lance d'un débit de 250 litres d'eau dopée par heure, deux lances d'un débit de 500 litres et une lance d'un débit de 1 000 litres par heure ont été utilisées.

M. GALTIER rappelle que la zone du Capiscot a connu sept incendies depuis 2005, dont un qui a eu lieu le 11 mai 2009 sur le site de la COVED. D'une manière générale il regrette que certains petits exploitants « jouent au petit chimiste ». Ainsi il souhaite connaître les résultats des enquêtes réalisées depuis 2005.

Concernant l'incendie de mai 2009, M. JEANJEAN rappelle que des fumerolles se sont dégagées d'une benne disposée sur le parking de la COVED. Cet incendie est lié à la réaction entre des déchets de l'Ecole Nationale de Chimie de Montpellier et des éthylo-tests. Une action a été menée pour recadrer l'établissement.

M. GALTIER s'interroge sur l'objectivité des analyses, dans la mesure où celles-ci ont été réalisées par la personne qui a traité les déchets. Il ajoute que les prélèvements effectués dans le ruisseau St Victor auraient été faits le 20, alors que l'incendie a eu lieu le 19.

M. JEANJEAN explique que ce prélèvement n'était pas prioritaire, dans la mesure où aucun écoulement en dehors du site n'a été observé. En outre il estime que le délai entre l'incendie et le prélèvement est correct.

M. CHOPIN fait savoir qu'il ne dispose pas de retour des enquêtes de police sur les incendies. Il considère qu'un des incendies serait d'origine criminelle dans la mesure où d'une part le portail du site était ouvert au moment de l'incendie, et d'autre part celui-ci s'est produit dans la nuit de dimanche à lundi.

M. GALTIER demande si le projet de reconstruction souhaité par la COVED fera l'objet d'un permis de construction et d'une enquête publique.

M. JEANJEAN répond qu'un permis de construire devra être déposé et à cette occasion un dossier de redémarrage sera demandé à l'exploitant. Une étude de dangers sera analysée et soumise à l'avis

du SDIS. Il précise qu'aucune enquête publique ne sera réalisée si l'activité prévue s'inscrit dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de 2000.

M. CHOPIN invite les communes concernées par le dépôt de ce type de permis de construire à informer le CLIC.

VI. Règlement du CLIC

M. VIALLE présente le projet de règlement du CLIC, inspiré du règlement du CLIC de Lavéra.

M. VAN CANEGHEM se déclare favorable à la solution de 6 voix par collège.

Mme PERINI partage cet avis.

M. CHOPIN invite les associations à se positionner sur les modalités de vote lors du CLIC ultérieur.

M. CHOPIN s'absente et cède la présidence à Mme LEROY.

VII. PPI du Capiscol

M. DESOUTTER présente le PPI.

M. VIALLE fait remarquer que le couloir existant entre Minguez et SBM Formulation a été ajouté pour que le PPI soit commun aux trois sites. Il ajoute que ce couloir ne peut pas être ajouté dans le PPRT, dans la mesure où celui-ci s'appuie sur la carte d'aléas.

M. MINGUEZ rappelle que le périmètre réglementaire a été réduit de 200 à 100 mètres.

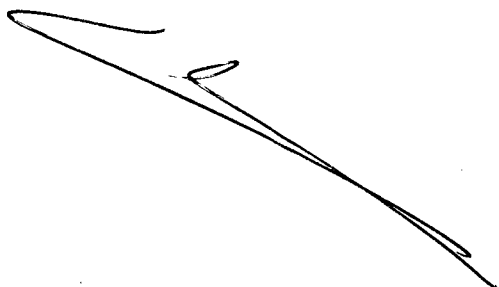
Mme PERINI regrette le manque de cohérence entre le PPI et le PPRT.

M. DESOUTTER poursuit sa présentation, en indiquant que le PPI fera l'objet d'une consultation des mairies (d'une durée de deux mois) et d'une consultation de la population (d'une durée d'un mois), et sera donc retravaillé avant que le M. le Préfet ne prenne un arrêté validant le PPI vers la fin de l'année. Enfin M. DESOUTTER précise qu'un exercice PPI sera ensuite effectué.

Mme PERINI demande si les communes doivent délibérer sur l'arrêté relatif au PPI.

M. DESOUTTER répond qu'une procédure d'enquête publique est nécessaire pour approuver le PPI..

La séance est levée à 17 heures 25.

A large, stylized handwritten signature in black ink, located at the bottom right of the page. The signature is fluid and appears to be a cursive representation of a name.

CLIC

(Comité Local d'Information et de Concertation) de la zone industrielle du Capiscol

Réunion du 20 juin 2012

1 *ORDRE DU JOUR*

- Bilans annuels des sociétés Entrepôts Consorts Minguez, Gazechim et SBM Formulations,
- Bilan d'activités de l'inspection des Installations Classées,
- Actualités du PPRT,
- Avis du CLIC sur les documents projet du PPRT autour du site Entrepôts Consorts Minguez,
- Présentation de la Cellule Mobile d'Intervention pour les risques Chimiques (CMIC)
- Points divers.

Liste des participants en annexe

1. Bilan annuel 2011 de chaque entreprise

a. Entrepôts Consorts Minguez

En préambule, M. Jean MINGUEZ rappelle les caractéristiques de l'entreprise : nature de l'activité, effectif, installations et autorisations préfectorales. Il détaille les actions de prévention qui ont été menées au cours de l'année 2011 :

- refonte du système d'audit ;
- modification de la revue de direction ;
- vérification des acquis relatifs à la sécurité ;
- exercice POI en situation accidentelle inédite.

M. Jean MINGUEZ mentionne l'inspection réalisée par la DREAL le 11 mars. Le 18 avril, les Entrepôts Consorts Minguez ont répondu aux dix observations qui en ont découlé, soit six concernant l'audit interne et quatre mineures portant sur la présence et la gestion des Éléments des Importants pour la Sécurité (EIPS). S'est ajoutée la visite, le 24 mars, des Inspecteurs de GAN Assurances qui ont émis trois observations :

- nature du grillage clôturant le site ;
- protection des vannes de l'IEAMHF contre le vandalisme ;
- persistance de la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral en 2009.

M. Jean MINGUEZ dresse le bilan du SGS (Système de Gestion de Sécurité) et met en exergue les améliorations suivantes :

- formations visant à vérifier les acquis relatifs aux premières interventions et à la lutte contre l'incendie, à la mise en œuvre de moyens complémentaires de lutte contre un sinistre, à l'intervention sur une situation accidentelle inédite, au renouvellement du CACES du cariste ;
- s'agissant des moyens techniques, analyse du retour d'expérience externe à partir de la base BARPI, ainsi que du retour d'expérience interne, suivie d'actions correctives et préventives ;
- dépenses consacrées à la sécurité, en particulier pour la réactualisation quinquennale de l'étude de dangers, l'acquisition de matériels supplémentaires de lutte contre l'incendie, la rénovation des EPI, le rajeunissement des installations et des IPS, le remplacement du paratonnerre.

M. Jean MINGUEZ complète ce bilan par l'exercice réalisé sur l'hypothèse d'un incident de manutention sur un véhicule en cours de déchargement, avec des produits réactifs à l'eau et à l'humidité, susceptibles d'émettre des gaz très toxiques. Une stratégie a été développée, misant sur des actions réflexes : évacuation, protection, intervention, mesures de précaution, secours aux personnes exposées. Il a été décidé que tout intervenant sur un sinistre de ce type devait être protégé.

M. Jean MINGUEZ signale que des actions d'information du public ont été menées, moyennant trois axes :

- refonte du PPI en cours ;
- suivi de l'évolution de l'occupation des locaux voisins ;

- distribution de plaquettes aux nouveaux arrivants.

M. Jean MINGUEZ affirme qu'aucun incident ou accident impliquant des matières dangereuses n'est survenu. De même, aucun accident du travail n'est à déplorer. En revanche, il fait part des événements suivants, lesquels n'ont pas été toutefois en lien avec une occurrence de déconfinement ou d'incendie de matière dangereuse :

- en janvier, perte du signal GSM Dialcom ;
- en février, microcoupure d'électricité en 220 V ;
- en mars, défection de la batterie du GSM Dialveil ;
- en avril, perte durant 45 secondes du signal émis par le GSM Dialveil.

M. Jean MINGUEZ observe que ces événements n'ont pas porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Cependant, des actions correctives et préventives ont été menées :

- réinitialisation du GSM Dialcom et réarmement du système ;
- réarmement des systèmes ;
- remplacement de la batterie du GSM Dialveil ;
- réarmement du système, le signal s'étant rétabli automatiquement.

M. Jean MINGUEZ donne des précisions sur le programme d'objectifs de réduction des risques qui a été décliné en 2011. Ceux-ci ont porté sur la vérification des acquis des personnels concernant une éventuelle situation accidentelle inédite. Par ailleurs, la Direction du site et le GT d'ECM ont décidé de ne plus entreposer ni faire transporter des produits qui, au contact de l'eau ou de l'humidité de l'air, dégagent des gaz très toxiques. Enfin, l'ancien paratonnerre a été remplacé par un modèle dont le dispositif d'amorçage est auto-testable par télécommande.

M. Jean MINGUEZ informe le CLIC que l'installation n'a fait l'objet d'aucune décision administrative en 2011. En accord avec l'arrêté du 5 octobre 2010, le SGS a été actualisé, le 5 décembre 2010, en collaboration avec le CETE Apave Sudeurope. Il a ensuite été complété, en avril 2011, par la refonte du système d'audit et la création d'un audit interne spécifique. M. Jean MINGUEZ précise que la réactualisation quinquennale de l'étude de danger a été confiée au CETE Apave Sudeurope et qu'elle sera disponible au cours du deuxième trimestre 2012.

M. Nicolas DE MAISTRE invite l'assemblée à exprimer ses éventuelles questions ou observations.

Personne ne se manifeste.

M. le sous-préfet relève l'attente de GAN assurances concernant la qualité des clôtures et souhaite obtenir des précisions.

M. Jean MINGUEZ répond que l'ancien grillage a été remplacé, conformément à la demande de l'assureur, par du grillage en fil torsadé, lequel est censé être plus difficile à couper. Néanmoins, M. Jean MINGUEZ estime que tout type de grillage peut être sectionné.

b. Gazechim

M. Eric POUJOL indique les actions de prévention des risques qui ont été réalisées au cours de l'année 2011 :

- rénovation d'une partie de l'armoire électrique de l'automate de sécurité ;

- mise en conformité des installations de protection contre la foudre ;
- contrôles d'épaisseurs sur des canalisations de gaz corrosifs ;
- formation du personnel à la sécurité.

M. Eric POUJOL présente le bilan du SGS, indiquant tout d'abord que l'audit interne a porté sur la formation et l'information relatives à la sécurité, sur le contrôle du SGS et sur la gestion des situations dégradées. A la suite de cet audit, aucune demande d'action corrective ni remarque n'a été formulée.

M. Eric POUJOL fait part des deux exercices POI qui ont été réalisés en 2011. S'agissant de la lutte contre l'incendie, il a été recommandé que l'entreprise acquière des tuyaux supplémentaires, de moindre longueur que ceux dont elle disposait déjà. A la suite de l'exercice portant sur l'hypothèse d'une fuite à partir d'une canalisation reliée à la cuve d'ammoniac, il a été établi que l'accessibilité à la vanne « trois voies » devait être améliorée. Celle-ci permet de purger tout l'air du site et, ainsi, de mettre l'installation en sécurité.

Treize personnes ont été formées à la sécurité. S'agissant de l'efficacité du SGS, vingt actions ASE ont été menées, dont 35 % avaient une visée corrective, 65 % sont orientées sur des améliorations.

Au titre des incidents et accidents, M. Eric POUJOL signale une anomalie d'exploitation survenue en décembre 2011, ayant consisté en une légère émission d'acide chlorhydrique lors d'une opération de mise en eau d'un cylindre, celui-ci ayant été préalablement identifié par le client comme étant vide et dégazé. Aucune conséquence humaine, matérielle ou environnementale n'a été à déplorer.

M. Eric POUJOL précise les actions de réduction des risques qui ont été décidées en 2011, pour l'année 2012 :

- acquisition d'une nouvelle aspiration au poste de dégazage d'acide chlorhydrique ;
- séparation physique entre l'usine et les bureaux ;
- suite au retour d'expérience à la suite de l'accident survenu en région PACA, mise en place d'un automate d'appel pour la gestion de l'alerte ;
- installation de nouveaux détecteurs de gaz près des zones de stationnement des isoconteneurs de dioxyde de soufre et des sphères contenant de l'acide chlorhydrique.

M. Jean-Pierre GALTIER ne se dit pas persuadé que la société Gazechim révèle toute la vérité.

M. Eric POUJOL assure au contraire agir en toute transparence, arguant que M. Jean-Pierre Galtier en personne a eu l'occasion de se rendre sur place.

M. Jean-Pierre GALTIER évoque l'hypothèse selon laquelle du personnel administratif aurait été délocalisé du deuxième site de Béziers hors parc d'activité vers le site du Capiscol.

M. Eric POUJOL dément ce qui n'est qu'une rumeur.

M. Jean-Pierre GALTIER déplore que le CLIC, contrairement à sa vocation première, n'ait pas été informé de la mise en demeure prononcée en 2011 à l'encontre de Gazechim.

Rappelant que cette mise en demeure a été évoquée en 2011, M. Eric POUJOL souligne que l'entreprise s'attache à expliciter les faits et les actions menées.

M. Jean-Pierre GALTIER précise que ses reproches ne sont pas adressés spécialement à Gazechim, mais avant tout à l'Administration. En effet, il suppose que les injonctions émanant de la DREAL révèlent de véritables problématiques qui concernent la sécurité.

M. Pierre CASTEL souligne que le site internet <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/> donne accès à tous les actes et rapports administratifs, dont les arrêtés relevant des installations classées. Il s'engage à ce que, à partir de l'été 2012, les mises en demeure soient également en ligne.

M. Philippe VIALLE explique que la mise en demeure ici évoquée ne revêtait aucun caractère d'urgence ni péril imminent, elle constitue un rappel aux prescriptions et une obligation de mise en conformité. Compte tenu de ces éléments, il a été choisi d'en informer le CLIC à l'occasion de la présente réunion. M. Philippe VIALLE ajoute que cette mise en demeure a toutefois été affichée comme il se doit, dans les locaux de l'exploitant et en mairies.

M. Jean-Pierre GALTIER maintient que l'Administration aurait dû adresser un courrier aux membres du CLIC.

M. le sous-préfet considère que la présente réunion atteste de la volonté de transparence. Il note aussi que la publication sur internet, prochainement systématique, de toute mise en demeure était de nature à satisfaire M. Jean-Pierre GALTIER. M. le sous-préfet poursuit en expliquant que le juste milieu, entre le souci de transparence et la nécessaire confidentialité, n'est pas toujours facile à trouver.

Par ailleurs, M. Pierre CASTEL annonce le plan quadriannuel qui vient d'être engagé par le Ministère et qui vise à la modernisation des installations, étant constaté le vieillissement du parc industriel français. Dès 2012, des contrôles seront effectués certains équipements potentiel de danger, en particulier sur les réservoirs de stockage. Au-delà de 2012, l'inspection des installations classées procèdera à des visites régulières. M. Pierre CASTEL prévoit que ce nouveau plan aura des répercussions sur les trois entreprises ici présentes.

c. SBM Formulation

M. Cyril VAN-CANEGHEM évoque les faits marquants de l'année 2011 :

- activité satisfaisante, avec 16 000 tonnes produites ;
- implantation, sur la zone non reconstruite, d'une structure légère afin de stocker des matières combustibles ;
- aménagement d'une ligne de production de granulés à l'intérieur d'un bâtiment existant.

M. Cyril VAN-CANEGHEM affirme qu'aucun accident portant conséquence à l'extérieur des limites de propriété ne s'est produit. Seuls les incidents internes suivants sont à noter :

- fuites dans un atelier ayant suscité des bilans de santé à l'hôpital pour un certain nombre de salariés, un plan d'actions validé par les autorités et un projet en matière de santé, d'hygiène et de sécurité à déployer en 2012, en particulier à l'attention des intérimaires ;
- épandage de 500 litres d'eaux de lavage à l'extérieur des ateliers et débordement de cuve dans sa rétention, ayant conduit au nettoyage immédiat des installations.

M. Cyril VAN-CANEGHEM précise les améliorations effectives :

- cloisonnement des postes de charge dans les bâtiments G et I afin d'éviter la dispersion des poussières, démarche qui répond davantage à une problématique d'hygiène et de sécurité, que d'environnement, et qui est poursuivie en 2012 ;

- mise en place d'un badgeage magnétique à l'entrée du site, permettant de connaître en permanence le nombre de personnes présentes sur le site ;
- lancement d'audits mensuels HSE sur le terrain ;
- rédaction de guides de consignation pour chaque atelier ;
- instauration de relevés mensuels des consommations d'énergie par atelier ;
- poursuite de la démarche Reach par la systématisation de la confirmation de l'enregistrement des fournisseurs.

M. Cyril VAN-CANEGHEM dresse le bilan du SGS :

- formations régulières, notamment vis-à-vis du risque chimique ;
- formation au management de la sécurité ;
- formation HSE destinée au personnel intérimaire ;
- exercice POI réalisé sur l'hypothèse d'un départ de feu dans l'atelier de formulation des solvants, en présence des pompiers, ainsi que de représentants de l'administration, d'associations et de comités de quartier, suivi d'une visite de site ;
- plusieurs audits et une inspection de la DREAL ;
- revue annuelle de direction et analyse mensuelle de tous les processus et plans d'actions.

M. Cyril VAN-CANEGHEM décline le plan d'actions qui a été élaboré pour 2012 :

- recherche de solutions visant les économies d'énergie ;
- étude en vue du remplacement de la cuve de fioul des chariots ;
- formations ;
- actualisation de l'étude de dangers, intégrant l'évaluation des niveaux de confiance des barrières de sécurité ;
- dans le cadre du plan ministériel de modernisation des installations industrielles, inventaire des équipements concernés et des dossiers de surveillance associés ;
- création d'une porte coupe-feu piétonne au bâtiment I ;
- suite à un audit externe, mise à jour du document relatif à la prévention des dangers liés aux explosions.

M. le sous-préfet propose à l'assemblée d'exprimer ses questions et remarques éventuelles.

Personne ne se manifeste.

2. Bilan des activités menées en 2011 par l'Inspection des installations classées

d. SBM Formulation

M. Philippe VIALLE évoque l'inspection sur site du 7 avril, laquelle a été provoquée par l'épandage de produits, suivi d'une intoxication de salariés. Un jour d'arrêt de travail a été prescrit, et des actions correctives ont été réalisées. Pour l'instant, les suites judiciaires ne sont pas connues.

M. Philippe VIALLE indique qu'un second contrôle sur site a eu lieu en juillet, ayant pour thèmes le contrôle du SGS par l'exploitant, les stockages de liquides inflammables, ainsi que les suites données à l'incident et l'inspection du mois d'avril. La DREAL a pu alors objectiver la mise en conformité par rapport aux précédents constats (2010 et 2011) et un axe de progrès en termes de SGS. En revanche, une mise en demeure a été prononcée en raison du manque d'information sur les caractéristiques physiques des rétentions. M. Philippe VIALLE affirme que, depuis, l'exploitant a fourni des éléments attendus. La mise en demeure a également porté sur l'efficacité de la défense incendie de la zone Q qui, à la suite d'un exercice et d'une étude, devrait prochainement être conforme. Ont également été pointées l'absence de formalisation concernant la surveillance de la qualité des eaux souterraines et la position du piézomètre en amont, celui-ci étant indispensable au point zéro requis pour pouvoir comparer cette qualité des eaux. M. Philippe VIALLE relativise ce dernier point par la médiocrité de la qualité de la nappe qui se trouve sous le site et par le fait qu'elle n'est pas utilisée.

e. Entrepôts Consorts Minguez

M. Philippe VIALLE fait part de l'inspection réalisée en mars 2011, laquelle a porté sur le contrôle du SGS par l'exploitant, les stockages de liquides inflammables et les suites données à l'inspection de 2010. Il en est ressorti que les précédents constats ont fait l'objet d'une mise en conformité et que le contrôle du SGS est assorti d'un axe de progrès.

f. Gazechim

M. Philippe VIALLE indique que les thèmes retenus pour le contrôle sur site réalisé en octobre ont été le contrôle du SGS par l'exploitant, les suites données à l'inspection 2010 et la zone de stationnement des wagons. Il a été constaté un axe de progrès pour le contrôle du SGS. En outre, un arrêté de mise en demeure a été pris visant à :

- la réalisation d'un audit réglementaire ;
- le rehaussement d'un pan de clôture ;
- le renfort du contrôle et de l'accueil des véhicules accédant à la partie administrative du site ;
- la mise en place du réseau de détection de gaz sur les emplacements de stationnement, permettant l'exclusion de scénarios du PPRT.

Depuis, ces quatre points ont fait l'objet de mise en conformité par l'exploitant.

M. Robert CLAVIJO demande si les établissements Gazechim et SBM Formulation consomment de l'eau pour leur activité industrielle. Dans l'affirmative, il souhaite obtenir des précisions sur le traitement des eaux usées résultant de cette activité : rejet ou épuration en interne.

M. Philippe VIALLE assure que SBM Formulation dispose des autorisations lui permettant de traiter les eaux de lavage des réacteurs et différents contenants.

Mme Stéphanie DOMENS distingue trois types de consommation d'eau au sein de SBM :

- sanitaire ;
- utilisée pour la fabrication des produits, donc entrant finalement dans la composition de ces produits ;
- à des fins de lavage, ces eaux étant en totalité récupérées dans des containers, puis traitées par des prestataires extérieurs et recyclées en tant que combustible pour des cimenteries, de sorte qu'il n'existe aucun système d'épuration sur le site.

M. Philippe VIALLE rappelle que l'inspection réalisée en 2010 a eu pour thème la gestion des déchets, dont font partie les eaux de lavage. Il ajoute que les seules eaux considérées sont celles qui résultent des process de nettoyage, comme pour SBM Formulation, et des épreuves de réservoirs, comme pour Gazechim.

M. Eric POUJOL explique que les tests en pression hydraulique consistent à remplir les récipients pour les mettre à l'épreuve. Les eaux utilisées à cet effet sont ensuite remises dans un bac de décantation avant d'être rejetées dans le réseau communal, conformément à l'autorisation dont bénéficie l'entreprise. M. Eric POUJOL évoque le deuxième poste de consommation d'eau, celui-ci concernant l'alcali, c'est-à-dire le gaz d'ammoniac neutralisé dans de l'eau, à travers la fabrication d'une solution ammoniacale.

M. Robert CLAVIJO demande si les eaux rejetées dans les égouts sont analysées.

M. Philippe VIALLE mentionne la surveillance qui est assurée par les exploitants selon leur arrêté préfectoral et qui est communiquée à l'administration. De plus, les inspections portent cette année sur le suivi des process consistant à rejeter les eaux usées. M. Philippe VIALLE ajoute que des contrôles incombent au gestionnaire de la station d'épuration mais aussi, en amont du déversement dans le réseau, à Gazechim.

M. Eric POUJOL confirme que, par le biais de la décantation, l'entreprise effectue un contrôle par trimestre.

M. Robert CLAVIJO redoute que des produits toxiques ne soient présents dans les eaux rejetées par Gazechim.

M. Eric POUJOL garantit qu'il n'en est rien puisque les eaux rejetées n'ont été utilisées que pour des rinçages.

M. Philippe VIALLE explique que, en plus des contrôles qui relèvent de l'exploitant, la DREAL, qui dispose d'un laboratoire spécifique, effectue des contrôles inopinés. Il ajoute que la station d'épuration de Béziers n'a à sa connaissance jamais détecté d'anomalie.

M. Robert CLAVIJO attire l'attention sur le fait que la station d'épuration est en capacité de traiter les dérivés organiques, mais non chimiques, par exemple les polluants minéraux.

M. Philippe VIALLE atteste n'avoir reçu aucune alerte de la part de la station d'épuration. Pour autant, il est prévu que la DREAL mène des investigations sur la qualité des eaux.

Dans l'hypothèse selon laquelle la présence de polluants serait démontrée, M. Jean-Pierre GALTIER demande de quelle manière l'entreprise qui en serait la source pourrait être identifiée.

M. Philippe VIALLE répond qu'il n'existe que peu de moyens d'identification. Dès lors qu'un polluant serait identifié au niveau de la station d'épuration, des recherches seraient menées sur le réseau afin d'en cerner au mieux l'émetteur. M. Philippe VIALLE explique que, si les rejets des

entreprises classées sont bien suivis, tel n'est pas le cas des comportements d'autres usagers, lesquels peuvent par exemple se livrer à des vidanges sauvages dans les égouts.

M. Jean-Pierre GALTIER considère qu'aucun des réseaux n'est suffisamment surveillé et que les rejets parasites d'entreprises ne sont malheureusement pas exclus.

Par ailleurs, eu égard aux actes de malveillance, notamment des départs d'incendie volontaires -pour lesquels aucun rapport n'aurait été communiqué-, M. Jean-Pierre GALTIER s'interroge sur la surveillance de la zone industrielle dans son ensemble.

M. le sous-préfet distingue les réflexions d'ordre technique, qui relèvent effectivement du CLIC, des délits qui appellent des décisions individualisées de droit commun. Il serait favorable à la fermeture de la zone industrielle par la Communauté d'Agglomération, à condition que cela n'entrave pas la circulation des personnes qui y travaillent. En outre, M. Nicolas DE MAISTRE explique qu'une action doit toujours être évaluée sous l'angle de la comparaison entre le coût et le gain collectif espéré.

Mme Valérie DUCHIRON observe que, dans la zone industrielle du Capiscol, les entreprises SEVESO sont strictement encadrées, alors que d'autres le sont moins. En dépit des incendies et des vols, il n'est pas envisageable de verrouiller le secteur dont les accès et les horaires en usage sont multiples. Une solution consistant en l'organisation de rondes assurées par la police municipale a été étudiée mais se heurte à une insuffisance d'effectif.

Mme Huguette PERINI souligne que les policiers municipaux ne travaillent pas la nuit.

M. le sous-préfet estime que le raisonnement doit être tenu en termes de priorités, non d'effectifs. De fait, il est établi que la présence nocturne des forces de l'ordre a pour effet immédiat, dans les jours suivants, la diminution des vols. Il est cependant impossible de systématiser quotidiennement la surveillance.

Mme Valérie DUCHIRON indique qu'il est généralement admis que la collectivité n'est pas censée assumer les dépenses inhérentes à la surveillance d'un parc d'entreprises privées. Des systèmes mutualisés entre ces entreprises sont actuellement à l'étude. De tels dispositifs ne pourront être déployés sans la solidarité des établissements entre eux.

M. Nicolas DE MAISTRE s'engage à rester à disposition pour dynamiser l'évolution du dossier, tout en espérant que chacune des différentes parties endossera ses responsabilités. Sans aller jusqu'au verrouillage de la zone industrielle, il suggère la réduction du nombre d'accès à un seul. Quelle que soit la solution qui se dessinerait, M. Nicolas DE MAISTRE recommande d'en étudier dans un premier temps la faisabilité technique, avant de la soumettre aux entreprises.

3.Actualité du PPRT concernant les Entrepôts Consorts Minguez

g. Organisation du PPRT

M. Philippe VIALLE précise que la définition des modalités de concertation a découlé des délibérations des communes de Béziers et Villeneuve-lès-Béziers. La documentation a été mise à disposition du public sur le site internet de la DREAL. Le CLIC s'est réuni à huit reprises depuis le mois de novembre 2005 au cours desquelles un point sur l'actualité du PPRT a été réalisé. Actuellement, une phase de concertation de proximité est en cours. Le public peut consulter les documents en mairie et dans les locaux de la CABEM. Ce dernier peut s'exprimer par le biais de registres et boîtes aux lettres électroniques. Une réunion publique s'est déroulée le 18 juin 2012,

à laquelle se sont rendus treize participants dont environ la moitié faisait partie des POA ou du CLIC.

La consultation est lancée et il est attendu que les POA rendent leur avis. Parallèlement, la présente réunion a pour objet de présenter le projet, débattre et recueillir l'avis du CLIC. Le projet pourra encore évoluer jusqu'à l'enquête publique. Enfin, l'approbation par arrêté préfectoral est envisagée avant la fin de l'année 2012.

h. Projet de PPRT

En préambule, M. Stéphane CARBONNEAUX présente les différents volets inhérents aux PPRT : zonage réglementaire, règlement, note de présentation, éventuelle note de recommandations. Il précise d'ores et déjà que le projet de PPRT concernant les Entrepôts Consorts Minguez est construit sur la distinction de cinq zones. Les mesures foncières et les servitudes d'utilité publiques, qui peuvent être envisagées dans le cadre d'un PPRT, sont ici sans objet.

M. Stéphane CARBONNEAUX donne lecture et commente le tableau relatif au projet de règlement par zone. Toutes les zones sont visées par l'interdiction de construire de nouveaux logements. De même, la création d'ERP (Etablissement Recevant du Public) est qualifiée, pour les zones r1, r2, B1 et B2, de « stratégie sensible ». S'agissant des questions d'urbanisme, les zones r1 et r2 sont soumises au principe d'interdiction, tandis que les zones B1 et B2 peuvent faire l'objet d'autorisations sous conditions. En fonction de la nature des aléas pour chaque zone, des prescriptions techniques seront imposées aux bâtis futurs.

Par rapport au bâti existant en zone G, M. Stéphane CARBONNEAUX indique qu'il est géré dans le cadre de la réglementation ICPE. En zones r2, B1 et B2, il sera prescrit de construire un local de confinement. S'ajouteront une protection requise de niveau 3 vis à vis des effets thermiques (impliquant une zone de mise à l'abri) en zone r2 et l'application de recommandations contre les effets thermiques en zone B1.

M. Stéphane CARBONNEAUX informe le CLIC que les travaux prescrits devront être réalisés dans un délai de cinq ans à partir de l'approbation du PPRT mais il sera recommandé de les entreprendre au plus vite. Le coût de ces travaux ne devra pas excéder 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien. Aucun aménagement ne sera prescrit en zone r1 compte tenu de l'absence de bâtiment. Dans les trois autres zones, il sera imposé de construire un local de confinement contre les effets toxiques. Contre les effets thermiques, une protection de niveau 3 sera imposée en zone r2, tandis que des recommandations seront prévues dans la zone B1.

M. Nicolas DE MAISTRE demande si les travaux à engager représenteront une charge importante.

Eu égard aux aléas répertoriés et aux objectifs de performance, M. Stéphane CARBONNEAUX explique que des moyens classiques de construction suffiront à assurer le confinement requis : double vitrages et linge mouillé en bas des portes.

M. Philippe VIALLE observe que ce seront finalement les honoraires du bureau d'étude, chargé de valider l'atteinte ou non des objectifs, qui seront les plus onéreux.

M. Nicolas DE MAISTRE souhaite savoir si le coût des travaux a été évalué pour les particuliers.

M. Philippe VIALLE répond par la négative.

M. Nicolas DE MAISTRE craint qu'il ne soit difficile de conjuguer le PPRT et les projets des entreprises, par exemple des extensions.

M. Stéphane CARBONNEAUX reconnaît que les perspectives seront limitées dans les zones r1 et r2. Les éventuelles extensions ne seront autorisées que si elles n'impliquent pas d'augmenter le nombre d'usagers et si les moyens prescrits de protection sur le bâti sont respectés. Ces contraintes seront également appliquées aux zones B1 et B2. M. Stéphane CARBONNEAUX explicite le principe général adopté : maîtriser l'urbanisation sans pour autant stopper le développement économique.

M. Nicolas DE MAISTRE demande si les autres entreprises de la zone industrielle se verront imposer un local de confinement.

M. Philippe VIALLE répond par l'affirmative pour tout bâtiment se trouvant en zone B1 et B2. Il fait part de contraintes plus fortes pour la zone r2.

M. Nicolas DE MAISTRE demande aux industriels présents si l'un d'eux nourrit un projet d'extension.

Aucun d'entre eux n'envisage d'extension.

M. Jean MINGUEZ considère qu'il n'est pas possible de construire d'autres bâtiments que ceux qui existent, d'une part parce que les terrains sont saturés, d'autre part parce que les règlements initiaux de la zone industrielle et du lotissement industriel du Capiscol, interdisent toute construction hormis si la présence permanente de personnel est indispensable. En dépit de cela, certains ont construit des bâtiments, par exemple des commerces de détail, et ont ainsi enfreint le règlement interne, ce que M. Jean MINGUEZ regrette fortement.

Par ailleurs, M. Jean MINGUEZ mentionne les servitudes d'utilité publique, lesquelles ont résulté de l'enquête publique qui avait été lancée lorsque les Entrepôts Consorts Minguez envisageaient de construire de nouveaux bâtiments. Il en déduit que, par rapport à ces règlements déjà existants, le PPRT ne fera qu'introduire une obligation de local de confinement, laquelle ne lui paraît pas justifiée car, selon lui, face à un incendie qui surviendrait sur le site ECM, mieux vaudrait que chacun s'enfuit plutôt qu'il ne s'enferme. Enfin, M. Jean MINGUEZ observe que le projet de PPRT ne tient pas compte du sens des vents.

M. Nicolas DE MAISTRE partage cette analyse sur les difficultés de gestion de la cohabitation entre des activités industrielles et des services tertiaires. Pour lui, l'essentiel est que personne ne soit privé de perspectives, du fait d'une multiplication systématique aux abords des établissements présentant des risques.

En outre, M. Nicolas DE MAISTRE remarque que le débat sur le confinement et l'évacuation est somme toute classique et qu'il ne sera probablement pas tranché avant longtemps.

M. Philippe VIALLE indique qu'il ne faut pas opposer confinement et évacuation qui, en définitive, se révèlent complémentaires. Ainsi, s'il peut paraître opportun d'évacuer les personnes le plus rapidement possible, encore faut-il veiller à ne pas créer de goulot d'étranglement. La gestion d'une évacuation n'est pas toujours simple. De même, il peut être vital de réussir à protéger les personnes restées sur le lieu de l'événement durant deux heures avant leur évacuation.

M. Stéphane CARBONNEAUX ajoute que le confinement est approprié lorsque l'évacuation impliquerait de passer par une zone d'aléas très forts, donc d'exposer les personnes outre-mesure.

M. Pierre CASTEL explique que le confinement en tant que mesure réflexe représente la première étape d'un PPI. La phase d'évacuation adoptée comme mesure raisonnée vient de toute façon après le confinement et peut même être différée.

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS affirme que le confinement est la solution qui permet aux sapeurs-pompiers d'intervenir avec le plus de latitude et d'efficacité. En effet, la gêne causée par les badauds est ainsi évitée. De plus, l'intervention est techniquement facilitée.

M. Nicolas DE MAISTRE conclut que le principe à retenir est celui du confinement immédiat et de l'évacuation raisonnée, en espérant toutefois que les personnes impliquées sauront faire preuve d'entendement.

M. Robert CLAVIJO souligne que, pour le MNLE, la réflexion reste ouverte. Il considère que le projet de PPRT est déséquilibré car il protège les intérêts d'une seule entreprise, les Entrepôts Consorts Minguez, contre une vingtaine d'autres dont certaines reçoivent du public. Parmi celles-ci un bon nombre sera limité dans ses aspirations tournées vers l'avenir et dans la création d'emplois. En attendant, force est de constater que les vingt entreprises représentent environ 400 emplois, quand les Entrepôts Consorts Minguez n'en ont guère plus de 6.

Ce sont les raisons pour lesquelles M. Robert CLAVIJO recommande que l'entreprise menaçante, plutôt que les entreprises menacées, déménage. Le financement étant public, ce dernier propose que les fonds soient consacrés à la suppression d'un risque industriel, plutôt qu'ils n'entravent le développement potentiel des vingt autres entreprises. C'est aussi, selon M. Robert CLAVIJO la dynamique de l'emploi qui est cassée.

M. Nicolas DE MAISTRE témoigne sa réticence à l'idée de déplacer un établissement. Il est généralement facile de délocaliser un site polluant, mais il est difficile de le réinstaller, c'est-à-dire de lui trouver un emplacement sans l'imposer à d'autres territoires, chacun préférant que l'activité indésirable soit installée chez le voisin.

M. Pierre CASTEL souligne qu'à travers ce projet de PPRT, la loi est respectée et appliquée. De plus, aucune expropriation ou mesure complémentaire ne sera ordonnée et les extensions, si tant est qu'elles soient envisageables puisque le site est déjà saturé, ne seront pas interdites. Tout cela relativise le préjudice évoqué par M. Robert Clavijo.

M. le sous-préfet recommande de ne pas appréhender la situation à partir d'une photographie prise à un instant T, mais de prendre du recul et de considérer tout l'historique. La réflexion élargie pourrait contribuer à répondre à la question de la place de l'industrie dans la région. S'il apparaît que, historiquement, l'industrie mérite de prendre toute sa place en Languedoc-Roussillon, encore faut-il que la mitoyenneté entre deux branches d'activité économique soit viable. M. Nicolas DE MAISTRE conçoit que l'assemblée attende un arbitrage de la part de l'administration, mais ne souhaite pas pousser le raisonnement trop loin, au point par exemple que le développement industriel ne puisse plus être envisagé.

M. Robert CLAVIJO assure que le MNLE n'est pas opposé à toute industrie, raison pour laquelle ce dernier défend davantage la vingtaine d'entreprises du même site, que les Entrepôts Consorts Minguez. Si l'on hiérarchisait les différentes entreprises, M. Robert CLAVIJO préconiserait de ne plus valoriser la production de pesticides qui est synonyme de mort pour les agriculteurs, les consommateurs et les nappes phréatiques. Il cite les agences de l'eau et de bassin qui, elles-mêmes, réclament le retrait des pesticides. M. Robert CLAVIJO prévoit la disparition de cette industrie d'ici aux vingt prochaines années et, par conséquent, ne voit pas l'intérêt de privilégier ce secteur voué à l'échec.

M. Nicolas DE MAISTRE souligne que le Préfet n'a pas pour mission d'interpréter la loi. De même, le CLIC n'est pas censé se substituer à l'Assemblée nationale.

M. Robert CLAVIJO souligne que sa demande ne revêt aucun caractère illégal.

M. Pierre CASTEL cite l'article L. 515-16 qui vise les mesures d'expropriation que peut prendre le Préfet. Cette solution est prévue en cas d'aléas forts +, ce qui n'est pas le cas ici.

4. Avis du CLIC sur les documents projet du PPRT autour du site Entrepôts Consorts Minguez

Le CLIC donne un avis favorable au projet de PPRT par onze voix favorables, un avis défavorable (M. Robert Clavijo) et une abstention (M. Jean-Pierre Galtier).

5. Point sur l'élaboration du PPRT SBM-Gazechim

M. Stéphane CARBONNEAUX indique que l'étude et la cartographie des aléas sont à ce jour réalisées. L'étude de vulnérabilité est en cours. Une seconde réunion des POA, succédant à celle qui s'est déroulée le 6 juin 2011, sera organisée au cours du deuxième semestre 2012.

M. Pierre CASTEL prévoit la fin de l'étude de vulnérabilité en juillet-août, et la réunion en novembre.

M. Philippe VIALLE informe le CLIC que les objectifs de confinement seront plus conséquents que ceux qui sont fixés à l'égard des Entrepôts Consorts Minguez, notamment parce que les produits concernés sont plus dangereux. A défaut de protection suffisante, des mesures de délaissement ou de prescription de travaux pourront être proposées.

6. Présentation de la CMIC (Cellule Mobile d'Intervention pour les risques Chimiques)

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS invite les participants à se rendre dans la cours afin de découvrir la CMIC.

Le caporal Sébastien BARTHELEMY signale que le véhicule est neuf mais que le matériel qui y est stocké est connu par les sapeurs-pompiers depuis une dizaine d'années. La CMIC est divisée en trois parties : le vestiaire, la zone d'entreposage du matériel et la cellule de réflexion. Dans la première partie, quatre types de tenues étanches, complétées soit par un appareil respiratoire soit par un masque, sont prêtes à être utilisées. Ces tenues sont contrôlées annuellement, ainsi qu'après chaque intervention. Leurs caractéristiques respectives garantissent un certain niveau d'étanchéité. Enfin, le camion est équipé de bâches permettant de ménager un sas qui fait office de vestiaire.

Le caporal Sébastien BARTHELEMY montre tout le matériel qui se trouve dans la CMIC : sur-fût permettant de sécuriser toute substance récupérée lors d'une intervention, plusieurs types de moyens d'étanchéisation (adapté à une bouche d'égout, à une citerne, etc), bacs de rétention permettant la décontamination des tenues, différents types d'obturateurs, appareillage visant à supprimer le risque d'explosion, dispositifs de serrage. S'ajoutent les outils et détecteurs permettant différents types de relevés, ainsi que la documentation qui fait office d'aide à la décision. Les prélèvements ne sont réalisés que sur ordre de la police.

Le caporal Sébastien BARTHELEMY précise que ces équipements sont utilisés une fois par semaine, lors des entraînements pratiqués dans les entreprises. En outre, ces tenues et matériels peuvent être complétés, si besoin, par les moyens disponibles dans d'autres centres de secours. Dans le même ordre d'idée, il peut être fait appel aux sapeurs-pompiers des autres unités. Le niveau d'expertise des sapeurs-pompiers de Béziers va jusqu'à RCH2 +, sachant que le niveau maximal de formation en chimie est RCH3. Ainsi, les performances du centre de Béziers sont maintenant reconnues comme étant supérieures à celui de Montpellier.

M. le sous-préfet s'en félicite et met en exergue la ferme volonté de rompre avec la réputation de bassin à risques chimiques non maîtrisés. Au contraire, le secteur est maintenant perçu comme ayant développé sa compétence en la matière.

Le Commandant Jérôme BONNAFOUS annonce qu'un spectromètre de masse sera affecté à l'Hérault en 2013. De plus, deux experts chimistes ont été recrutés.

La séance est levée à 12 heures 55.